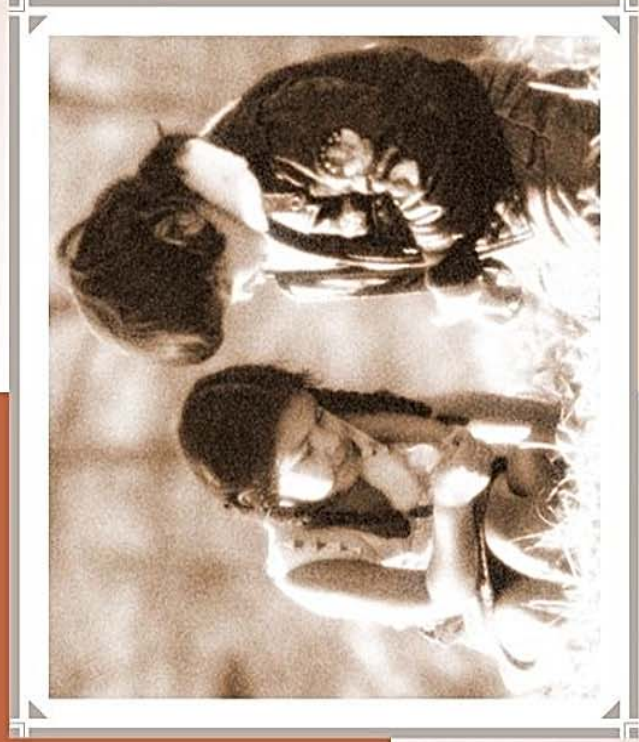


RAPPORT

Prévention de la criminalité chez les enfants 0-6 ans et les familles des Premières Nations



Février 2006

Table des matières

Introduction	3
Mise en contexte	4
Importance de la prévention chez les enfants de 0 à 6 ans	5
Faits saillants de l'étude	7
Méthodologie	8
Principaux résultats de l'enquête auprès des intervenants et des gestionnaires...	
<i>Figure 1. Répartition de l'échantillon suivant la taille de la communauté</i>	10
Questions réservées aux gestionnaires	
<i>Figure 2. Répartition de l'échantillon selon la perception du nombre de crimes commis dans la communauté</i>	11
<i>Figure 3. Répartition de l'échantillon selon la perception de l'utilité de faire de la promotion d'habiletés sociales chez les enfants de 0 à 6 ans dans leur communauté</i>	12
<i>Figure 4. Initiatives identifiées comme prioritaires dans les communautés</i>	13
<i>Figure 5. Principales contraintes pouvant freiner le développement de stratégies visant la promotion d'habiletés sociales dans la communauté, selon les gestionnaires</i>	14
Section intervenants	
<i>Figure 6. Situations préoccupantes pour les intervenants relativement à la promotion des habiletés sociales</i>	15
<i>Figure 7. Principaux outils ou programmes utilisés pour faire de la promotion d'habiletés sociales chez les enfants de 0 à 6 ans</i>	16
<i>Figure 8. Types d'outils jugés les plus utiles pour mettre en œuvre des stratégies de promotion d'habiletés sociales</i>	17
<i>Figure 9. Thèmes pertinents de formation selon les intervenants pour établir des stratégies de promotion des habiletés sociales</i>	18
<i>Figure 10. Perception de l'ampleur des problèmes auxquels font face les membres de la communauté</i>	19
<i>Figure 11. Problématiques pour lesquelles des activités de prévention ou de sensibilisation ont été menées durant les cinq dernières</i>	20
<i>Figure 12. Comportements problématiques les plus fréquemment observés chez les enfants de 0 à 6 ans</i>	21

Principaux résultats de l'enquête auprès des parents	22
Figure 13. Répartition des parents répondants selon le niveau de scolarité.....	22
Figure 14. Répartition des parents répondants selon l'occupation principale actuelle	23
Figure 15. Répartition des parents répondants selon le revenu annuel du ménage.....	24
Figure 16. Répartition des parents répondants selon le nombre d'enfants.....	25
Figure 17 Répartition des parents répondants selon les habitudes de consommation.....	26
Figure 18 Fréquence de consommation d'alcool, de drogues et de cigarettes des mères enceintes.....	27
Figure 19 Principales sources de préoccupation ou de tracas des parents.....	28
Figure 20 Préoccupation des parents en matière de problèmes sociaux.....	29
Figure 21 Principaux services fréquentés par les parents au cours des trois dernières années.....	30
Figure 22 Principaux services fréquentés par l'un ou l'autre des enfants des répondants au cours des trois dernières années	31
Figure 23 Principales raisons invoquées par les parents pour ne pas fréquenter une garderie ou un centre de la petite enfance.....	32
Figure 24 Perception de la sécurité du milieu pour les enfants.....	33
Figure 25 Perception du niveau de support social disponible aux parents	34
Figure 26 Perception des parents en ce qui concerne différents problèmes de comportement de leurs enfants.....	35
Figure 27 Activités auxquelles les parents aimeraient participer si programme de promotion des habiletés sociales pour les enfants de 0-6 ans était mis en place..	36
Figure 28 Ateliers auxquels les parents souhaiteraient participer	37
Figure 29 Place de la culture des Premières Nations dans la vie des familles	38
Figure 30 Importance pour les parents de transmettre aux enfants la langue et la culture autochtone	39
Figure 31 Importance de la criminalité et de la promotion d'habiletés sociales pour les parents.....	40
Figure 32 Initiatives prioritaires pour contrer la criminalité selon les parents	41
Points de comparaison concernant les initiatives à mettre de l'avant	42
Figure 33 Initiatives prioritaires pour contrer la criminalité dans les communautés selon les trois groupes interrogés.....	42

Conclusion	43
Recommandations	44
Références bibliographiques	46
Liste des annexes	47
Annexe 1 <i>Liste des partenaires</i>	48
Annexe 2 <i>Liste des organismes qui ont participé à la révision du questionnaire</i> ...	49
Annexe 3 <i>Nombre de questionnaires envoyés et reçus</i>	50
Annexe 4 <i>Questionnaire pour les parents</i>	55
Annexe 5 <i>Questionnaire pour les intervenants et les gestionnaires</i>	69

Introduction

L'objectif de la présente démarche d'évaluation des besoins était de recueillir une information pertinente sur les besoins des enfants de 0-6 ans et leur famille membres des Premières Nations, à l'égard de la promotion de compétences sociales. Les jeunes autochtones constituent 11 % de la population des Premières Nations au Québec. Dans ce contexte, le projet rejoignait une proportion importante de la démographie des Premières Nations du Québec.

- La première section du document décrit le contexte de la criminalité chez les Premières Nations.
- La deuxième section présente la méthodologie utilisée pour cette étude : l'instrument de mesure, l'échantillonnage et le déroulement de la collecte de données.
- La troisième section du document énonce les faits saillants de l'étude.
- La quatrième section présente les principaux résultats de l'étude. Dans un premier temps, les données recueillies auprès des gestionnaires et des intervenants sont présentées. Ensuite, les données recueillies auprès des parents sont exposées. Cette section inclut également l'analyse et le résumé des principaux résultats de l'étude.
- La cinquième section fait état des diverses recommandations concernant la poursuite des activités de la stratégie développée par la CSSSPNQL en matière de promotion d'habiletés sociales.
- La sixième section comprend les annexes suivantes : la liste des partenaires (annexe 1), la liste des organismes ayant participé à la révision du questionnaire, un tableau illustrant le nombre de questionnaires envoyés et reçus par communauté (annexe 3) et les questionnaires utilisés pour la présente évaluation de besoins (annexes 4 et 5).

MISE EN CONTEXTE

Les taux de criminalité et les problèmes associés à la criminalité préoccupent depuis longtemps les collectivités des Premières Nations. Peu de mesures prises ont eu des effets importants. En effet, alors qu'ils forment 3% de la population canadienne en générale, les Premières Nations représentent 17% de la population carcérale fédérale. (Wilson, 2002).

Le Centre national de prévention du crime (2001) a également signalé que la majorité des autochtones interviewés, dans le cadre d'une enquête menée dans quatre grandes villes canadiennes, ont déclaré avoir été constamment exposés à des abus dans leur enfance. 88% d'entre eux ont été victimes de violence dans leur enfance ou à l'âge adulte.

En ce qui a trait à la violence familiale, les études ont permis de constater qu'elle était très répandue dans les réserves, soit un taux de fréquence cinq fois plus élevé que dans la population canadienne en général. Des constations similaires ont été corroborées par un grand nombre d'autres études (notamment par Jocelyn Proulx et Sharon Perrault, 2000).

Il existe d'autres catégories de criminalité et nous observons depuis les dernières années, une augmentation des crimes contre les biens. Il s'agit en fait de vandalisme, souvent perpétré par des jeunes contre les résidences et bâtiments appartenant à la communauté. Ces comportements, qui reflètent la détresse et le désir de contrôler son environnement, prennent dans certains cas, des proportions alarmantes.

Peu importe le type de criminalité, force est de constater que le phénomène est très répandu. En se basant sur les statistiques mentionnées ci-haut, on peut soutenir que cette situation est en partie attribuable à une insuffisance de ressources et à une absence de programmes adaptés aux réalités socio-économiques, juridiques et culturelles des communautés des Premières Nations. (Benson, 1991).

IMPORTANCE DE LA PRÉVENTION CHEZ LES ENFANTS DE 0 À 6 ANS

Selon plusieurs études menées dans les domaines de la santé, des services sociaux et de la prévention du crime, le bien-être physique et mental, ainsi que le comportement social des personnes, est largement influencé par les expériences vécues dans la petite enfance. D'autres études ont également tenté de démontrer ce qui se passe lorsque le développement d'un enfant est perturbé. Par exemple, des études longitudinales effectuées auprès d'enfants de différents pays, dont le Canada, ont permis de retracer l'apparition de comportements antisociaux, dont des comportements criminels, dès le stade prénatal et la petite enfance. (Sécurité publique et protection civile Canada, 2004).

❖ **Effets bénéfiques de la prévention**

Les bénéfices générés par les mesures préventives sont majeurs. En effet, la prévention du crime peut : réduire l'incidence des grossesses à l'adolescence, réduire l'incidence d'abus de drogues et d'alcool, améliorer les taux de rétention scolaire, favoriser un taux d'emploi plus élevé, favoriser une hausse du taux de location de logements, réduire les demandes de recours aux systèmes de justice criminelle, réduire les taux d'assistance sociale, diminuer les demandes de soins de santé et réduire le nombre de victimes d'actes criminels. (Aos, Phipps, Barnoski, Lieb, 2001).

❖ **Le développement des compétences sociales**

Le développement de compétences sociales est nécessaire à l'adoption de comportements non agressifs. Nous savons, grâce à la recherche et à l'expérience pratique, que l'avenir d'un enfant est en grande partie déterminé lorsqu'il a atteint l'âge de cinq ou six ans. De bons soins prénatals, de solides programmes scolaires, une éducation sur la façon d'élever les enfants, une aide aux parents et des soins nourriciers stables ont tous été reliés à une prévention efficace de la criminalité. (Sécurité publique et protection civile Canada, 2004). De plus, il a été démontré que l'intervention préventive peut avoir un effet positif important sur le développement social d'enfants de la maternelle qui présentent des comportements perturbateurs. (Tremblay, Pagani-Kurtz, Masse, Vitaro & Pihl, 1995). Le développement de l'identité personnelle et culturelle est également un facteur de protection considérable. En effet, il permet à l'individu de trouver une place et un rôle au sein de la collectivité, renforçant ainsi son estime et sa confiance en lui.

❖ **Le développement des compétences parentales**

On estime que les programmes de soutien familial, de développement des compétences parentales et d'intervention précoce réduisent la violence à l'égard des enfants dans une proportion pouvant atteindre 50 %. Des programmes de ce genre peuvent également empêcher les jeunes enfants d'adopter des comportements très agressifs qui peuvent, par la suite, entraîner des échecs scolaires et, plus tard, l'adoption de comportements délinquants et criminels. (Sécurité publique et Protection Civile Canada, 2004).

Un comportement agressif observé en bas âge est le meilleur indicateur de délinquance et de comportements agressifs plus tard. (Farrington, 1991; Huesmann, Eron, Lefkowitz, & Walder, 1984) C'est pourquoi, les programmes de prévention dès le plus jeune âge sont très appropriés, puisqu'ils sont davantage efficaces pour réduire les comportements antisociaux et violents que tout autre programme de traitement ou de répression. (Farrington, 1991; Offord, Boyle, & Racine, 1991).

Enfin, il est essentiel que les intervenants travaillent avec les parents à établir des relations de confiance et une saine communication. Il ne suffit pas en effet de remettre aux parents des guides sur les compétences parentales. Une étroite collaboration, accompagnée d'une communication franche et cordiale favorise l'implication parentale, qui est primordiale lorsqu'une stratégie de prévention est mise de l'avant.

FAITS SAILLANTS DE L'ÉTUDE

Faits saillants concernant les parents

- 82,7% des parents interrogés estiment que la criminalité est une problématique importante dans leur communauté.
- Plus d'un parent sur quatre (25,6%) considère que sa communauté est peu sécuritaire pour y élever des enfants.
- Seulement un parent sur cinq considère sa communauté comme étant sécuritaire.
- 91,5% des parents interrogés ont affirmé qu'ils trouvaient important de faire de la promotion d'habiletés sociales.

Faits saillants concernant les intervenants et les gestionnaires

- Une proportion importante des répondants (43,2% des intervenants et 50,0% des gestionnaires) estime qu'il se commet des crimes toutes les semaines, sinon tous les jours dans leur communauté.
- Une forte proportion des intervenants (86,5%) et des gestionnaires (97%) déclare qu'il est extrêmement utile ou très utile de faire de la promotion d'habiletés sociales.
- Le tiers des intervenants affirme que dans leur communauté, il n'y a pas de programmes ou d'outils visant à faire la promotion des habiletés sociales.
- Seulement 11,1% des intervenants considèrent que les outils dont ils disposent pour faire la promotion d'habiletés sociales sont suffisants.

METHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce rapport proviennent de parents et d'intervenants qui ont à charge et/ou sous leur responsabilité des enfants des Premières Nations âgés entre 0 et 6 ans. Les gestionnaires des programmes oeuvrant auprès des enfants ont aussi été questionnés.

Compte tenu du manque d'informations précises concernant les besoins de cette population, deux questionnaires ont été préparés en collaboration avec un groupe de partenaires des Premières Nations¹. Le premier questionnaire s'adressait aux intervenants et aux gestionnaires, tandis que le deuxième concernait les parents.

Dans le but de valider les questionnaires adressés aux divers types de répondants que nous souhaitons sonder, une rencontre a été organisée le 7 juin 2005, avec des partenaires provenant de plusieurs organismes.² Une rencontre du comité régional de consultation sur la petite enfance des Premières Nations de la CSSSPNQL a également eu lieu le 15 juin 2005.

Par la suite, un pré-test a été préparé afin de valider les questionnaires auprès de membres des communautés. Afin de susciter la participation au pré-test, les personnes présentes au Forum de la Petite Enfance des Premières Nations, qui s'est tenue en avril 2005 à Québec, ont été informé du projet et de la démarche en cours. Ensuite, les personnes intéressées à participer au pré-test ont été invitées à donner leur nom à un responsable de la CSSSPNQL. Par après, la CSSSPNQL a assuré un suivi avec ces personnes.

La rencontre des partenaires ainsi que la participation de volontaires au pré-test ont permis de :

- A) Vérifier la durée de passation du questionnaire;
- B) Tester la validité apparente des questions;
- C) Vérifier les formulations des questions.

À la fin du pré-test, des modifications ont été apportées aux questionnaires. Ensuite, les versions anglaise et française du questionnaire ont été révisées, corrigées et imprimées .

La cueillette de données a été réalisée de la manière suivante. Tout d'abord, pour assurer la confidentialité, le questionnaire a été distribué aux organisations d'aide à l'enfance et à toute autre personne ou organisation pertinente, de manière anonyme. Des questionnaires ont été envoyés, par la poste, dans chaque communauté, aux organisations ciblées. Chaque questionnaire était accompagné d'une enveloppe pré-affranchie et identifiée aux coordonnées de la CSSSPNQL. Afin d'assurer un suivi constant, un membre du personnel de la CSSSPNQL est entré en contact direct avec les organisations afin de les inciter à réacheminer les questionnaires remplis. En ce qui a trait aux questionnaires s'adressant aux parents, la collaboration de plusieurs secteurs des communautés (éducation, santé, services sociaux,...) a été nécessaire afin de recruter les participants.

Au total, 173 questionnaires ont été acheminés aux intervenants/gestionnaires et 96 ont été remplis et compilés. Quant aux parents, 122 questionnaires ont été acheminés et de ce nombre, 83 ont été retournés à la CSSSPNQL.

¹ La liste des partenaires se trouve à l'annexe 1 de ce rapport

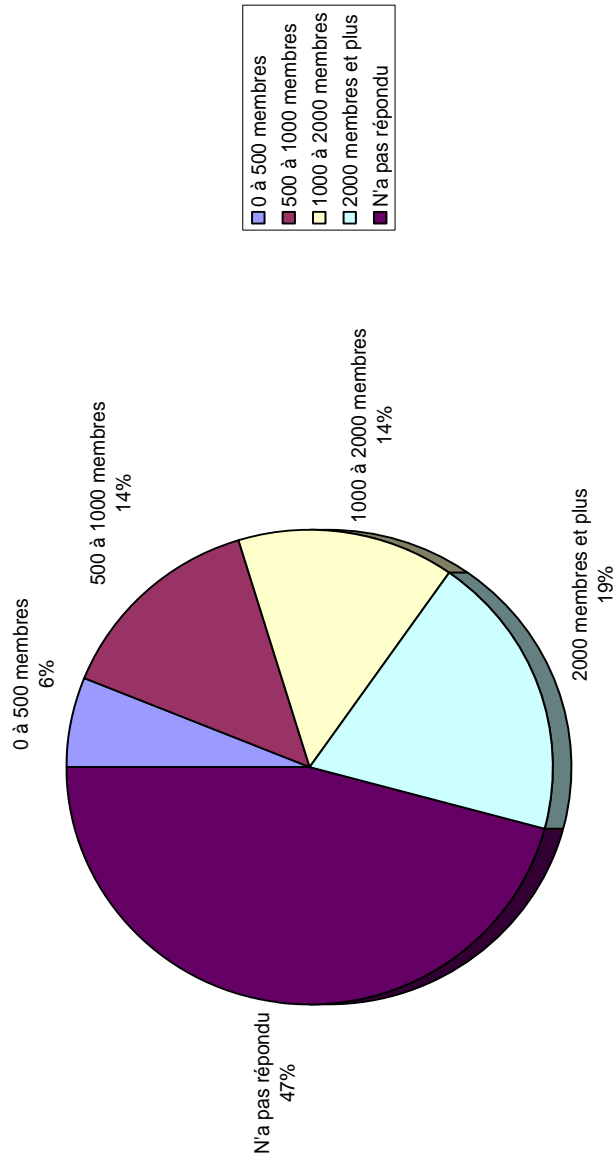
² La liste des organismes qui ont participé à la révision des questionnaires se trouve à l'annexe 2 de ce rapport

Vous retrouverez, à l'annexe 3 de ce rapport, un tableau indiquant le nombre de questionnaires qui ont été envoyés dans chaque communauté, ainsi que le nombre de questionnaires reçus. Vous retrouverez également une copie du questionnaire « parents » à l'annexe 4 et une copie du questionnaire « intervenants / gestionnaires » à l'annexe 5.

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE AUPRES DES INTERVENANTS ET DES GESTIONNAIRES

Les répondants ont été questionnés sur la taille de leur communauté. Une proportion importante, soit 47%, a préféré ne pas répondre à cette question. Parmi ceux qui y ont répondu, 19% provenaient de communautés de 2000 membres et plus, tandis que des proportions similaires (14%) provenaient de communautés de 500 à 1000 membres et de communautés de 1000 à 2000 membres. Une proportion moins importante (6%) affirmait provenir de communautés plus petites, soit celles comprenant entre 0 et 500 membres.

Figure 1. Répartition de l'échantillon suivant la taille de la communauté

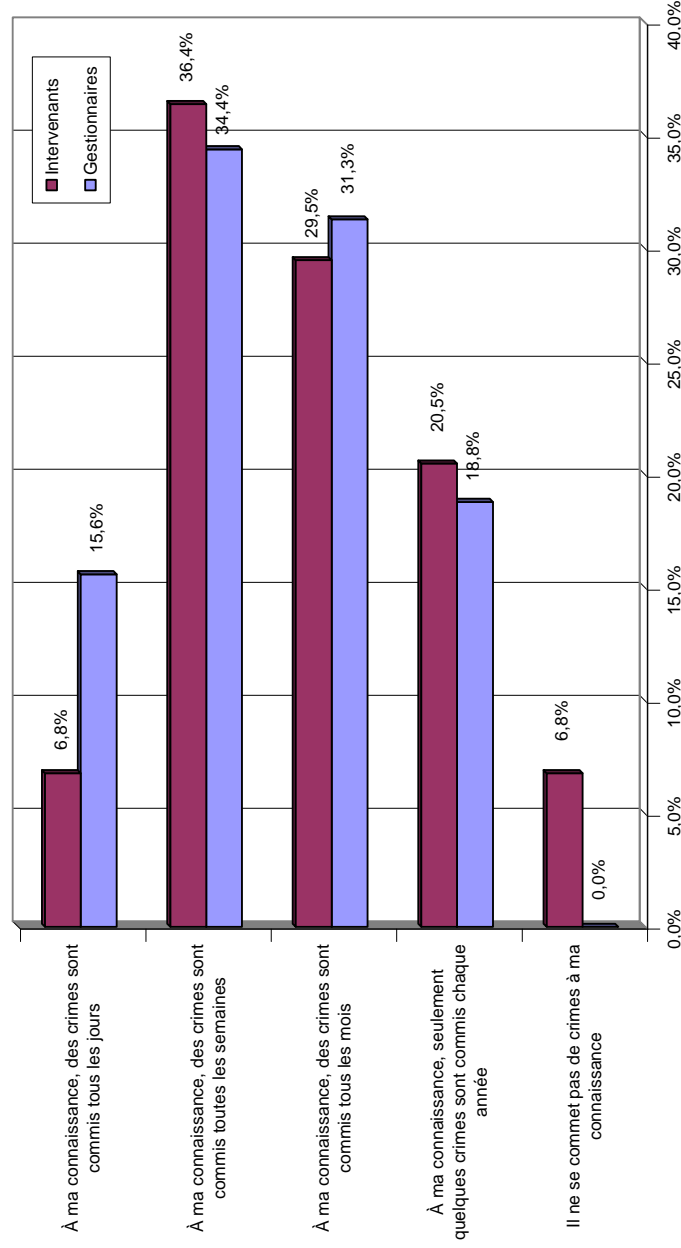


QUESTIONS RESERVEES AUX GESTIONNAIRES

Bien que les intervenants et les gestionnaires se voyaient administrés un seul et même questionnaire, certaines questions ne s'appliquaient qu'aux gestionnaires, tandis que d'autres ne s'appliquaient qu'aux intervenants. Dans l'éventualité où des intervenants répondaient aux questions qui s'adressaient aux gestionnaires ou vice versa, les réponses n'étaient pas compilées dans les résultats.

Les gestionnaires et les intervenants ont fait connaître leur perception du niveau de criminalité dans leur communauté. Les résultats sont présentés à la figure 2.

Figure 2. Répartition de l'échantillon selon la perception du nombre de crimes commis dans la communauté

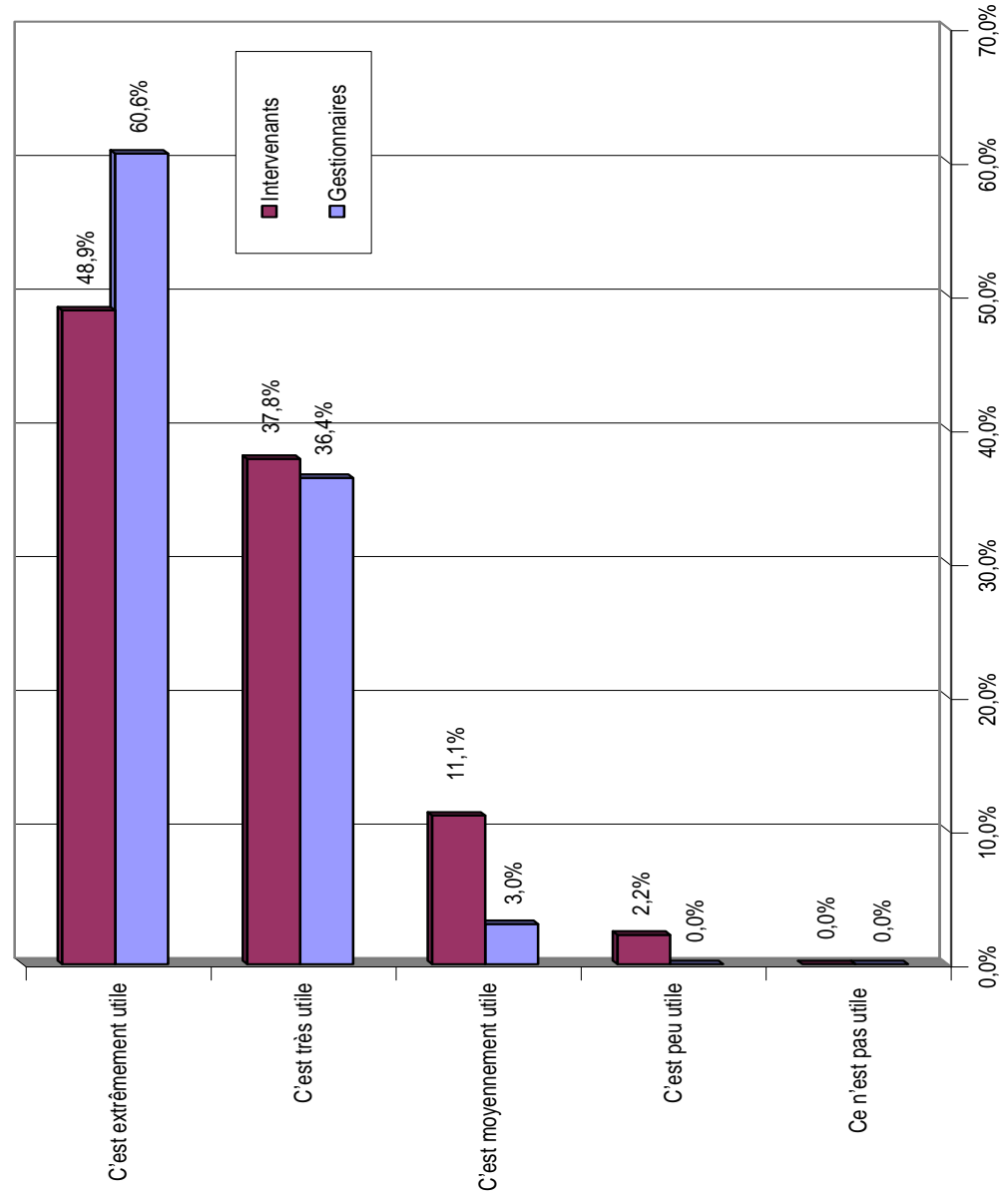


Dans l'ensemble, les résultats indiquent une bonne congruence entre les perceptions par rapport à la criminalité des intervenants et des gestionnaires. Si ce n'est peut-être que les gestionnaires ont tendance à croire qu'il se commet plus de crimes que les intervenants, puisque aucun gestionnaire n'a mentionné qu'il croyait qu'il ne se commettait aucun crime dans sa communauté. Une proportion importante des répondants (43,2% des intervenants et 50,0% des gestionnaires) estime qu'il se commet des crimes toutes les semaines, sinon tous les jours.

Relativement aux problèmes de criminalité, les répondants ont par la suite été questionnés par rapport à l'utilité de faire de la promotion des habiletés sociales chez les 0 à 6 ans dans leur communauté. Encore une fois, les intervenants et les gestionnaires perçoivent de la même façon

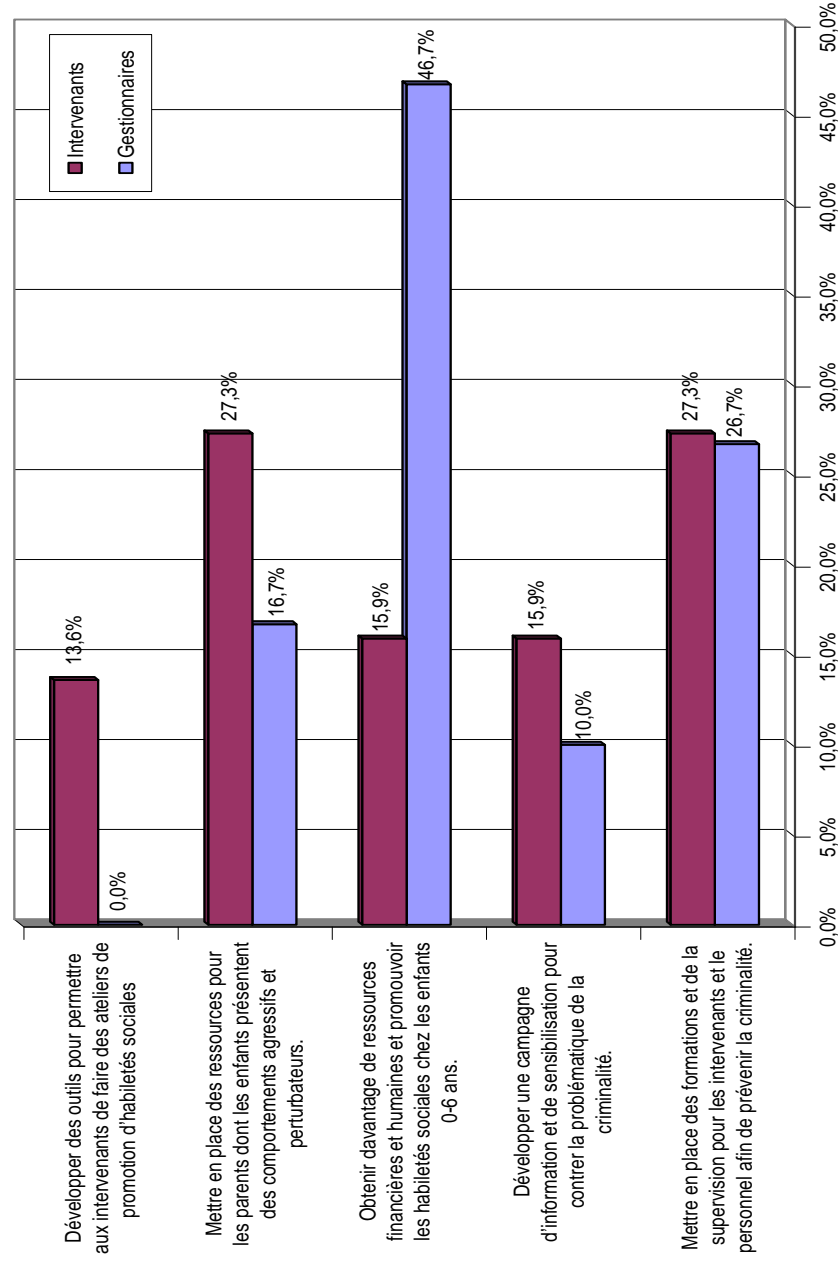
l'utilité de la démarche. En effet, près de la moitié des intervenants (48,9%) et près des deux tiers (60,6%) des gestionnaires sont d'avis qu'une telle démarche est « extrêmement utile ». Un autre tiers des répondants (37,6% des intervenants et 36,4% des gestionnaires) abonde dans le même sens et qualifie la démarche de « très utile ».

Figure 3. Répartition de l'échantillon selon la perception de l'utilité de faire de la promotion d'habiletés sociales chez les enfants de 0 à 6 ans dans leur communauté



Les répondants furent aussi appelés à exposer leurs priorités par rapport à plusieurs initiatives visant à contrer les problèmes de criminalité dans leur communauté. Les résultats présentés à la figure 4 montre les différences de perception entre les intervenants et les gestionnaires.

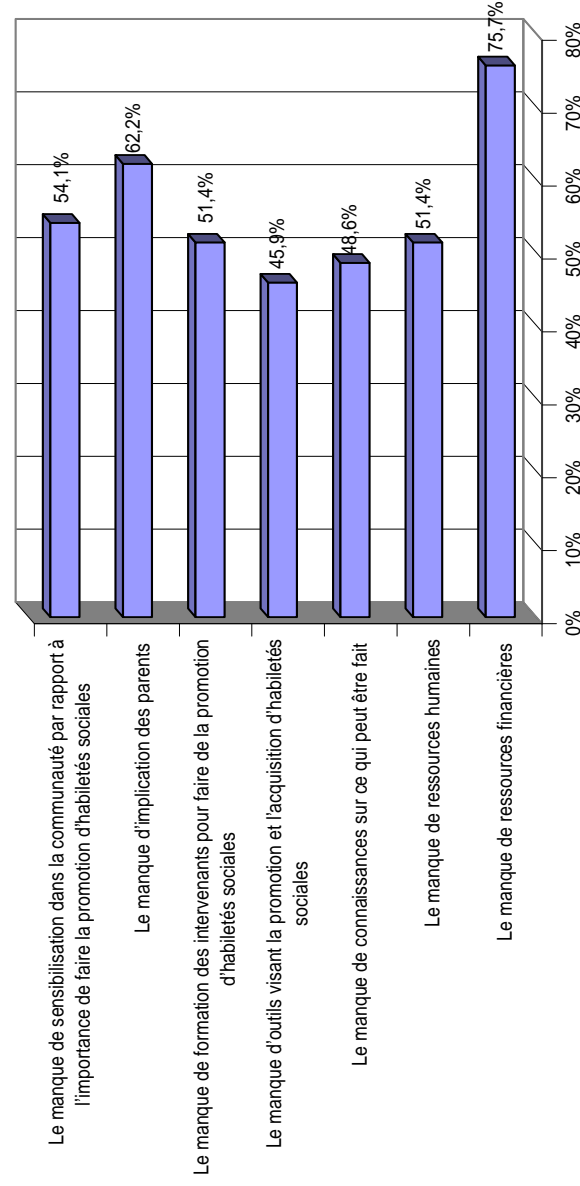
Figure 4 . Initiatives identifiées comme prioritaires dans les communautés



Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que les initiatives qui reçoivent l'appui des gestionnaires sont principalement celles visant à *obtenir davantage de ressources financières et humaines pour promouvoir les habiletés sociales chez les enfants 0-6 ans (46,7%)*. Dans une moindre mesure, les gestionnaires sont d'avis que les initiatives prioritaires sont celles visant à *mettre en place des formations et de la supervision pour les intervenants et le personnel travaillant auprès des jeunes enfants afin de prévenir la criminalité (26,7%)* et la *mise en place de ressources d'aide et d'ateliers pour les parents dont les enfants présentent des comportements agressifs et perturbateurs (16,7%)*. Pour leur part, les intervenants souhaitent que des énergies soient déployées vers la *mise en place de campagnes d'information et de sensibilisation visant à contrer le problème de la criminalité pour tous les membres de la communauté (15,9%)* et vers le *développement d'outils leur permettant de faire des ateliers de promotion des habiletés sociales (13,6%)*.

Concernant le développement de stratégies visant la promotion d'habiletés sociales dans les communautés, les gestionnaires étaient appelés à se prononcer sur ce qu'ils croyaient être les principales contraintes. Les résultats sont présentés à la figure 5 ci-dessous.

Figure 5. Principales contraintes pouvant freiner le développement de stratégies visant la promotion d'habiletés sociales dans la communauté selon les gestionnaires

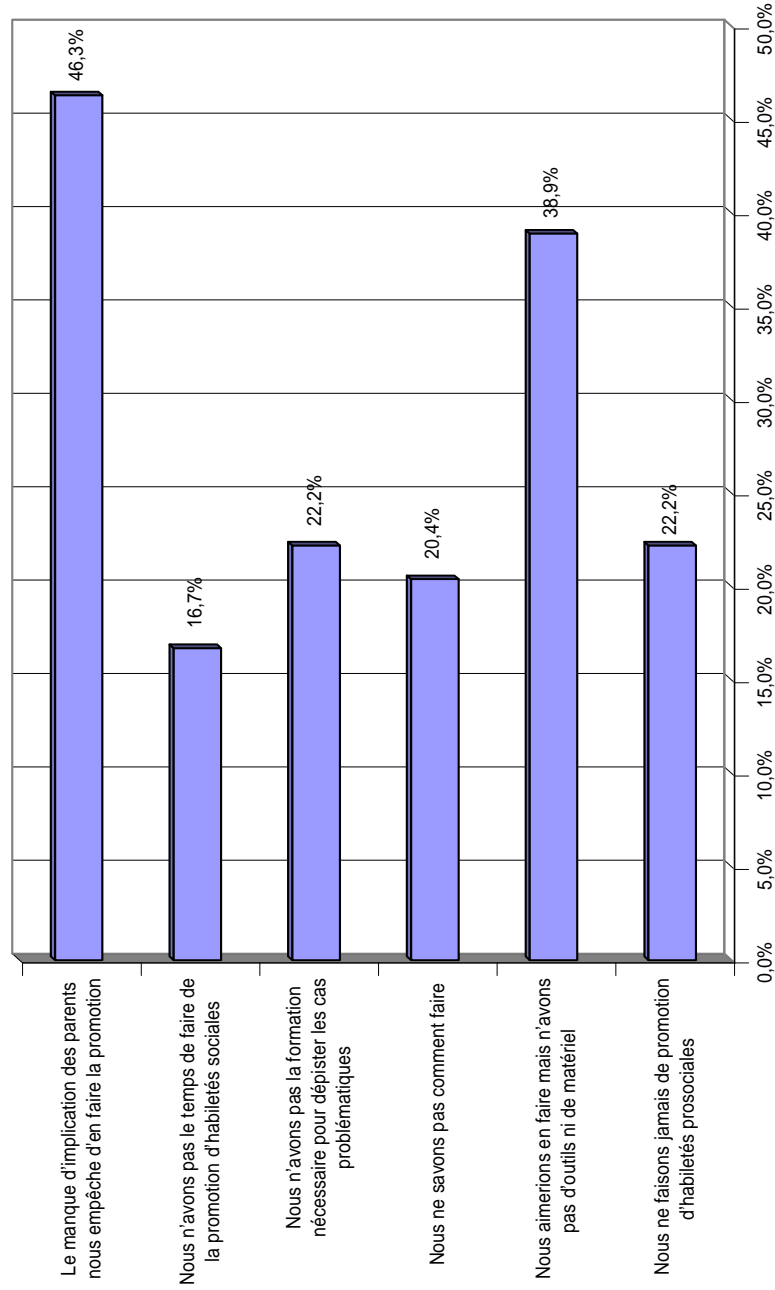


Dans l'ensemble, les gestionnaires notent une grande quantité d'obstacles au développement de stratégies. Plus des trois quarts (75,7%) des gestionnaires suggèrent que le manque de ressources financières est un frein important au développement de stratégies visant la promotion des habiletés sociales chez les jeunes. Près des deux tiers (62,2%) des gestionnaires identifient également le manque d'implication des parents comme une contrainte importante, tandis que plus de la moitié (54,1) considèrent le manque de sensibilisation dans la communauté par rapport à l'importance de faire la promotion d'habiletés sociales pour prévenir la criminalité chez les enfants comme une contrainte importante.

SECTION INTERVENANTS

Certaines questions s'adressaient plus spécifiquement aux intervenants. Ces derniers ont été interrogés sur leurs besoins en matière de développement d'outils cliniques et de prévention.

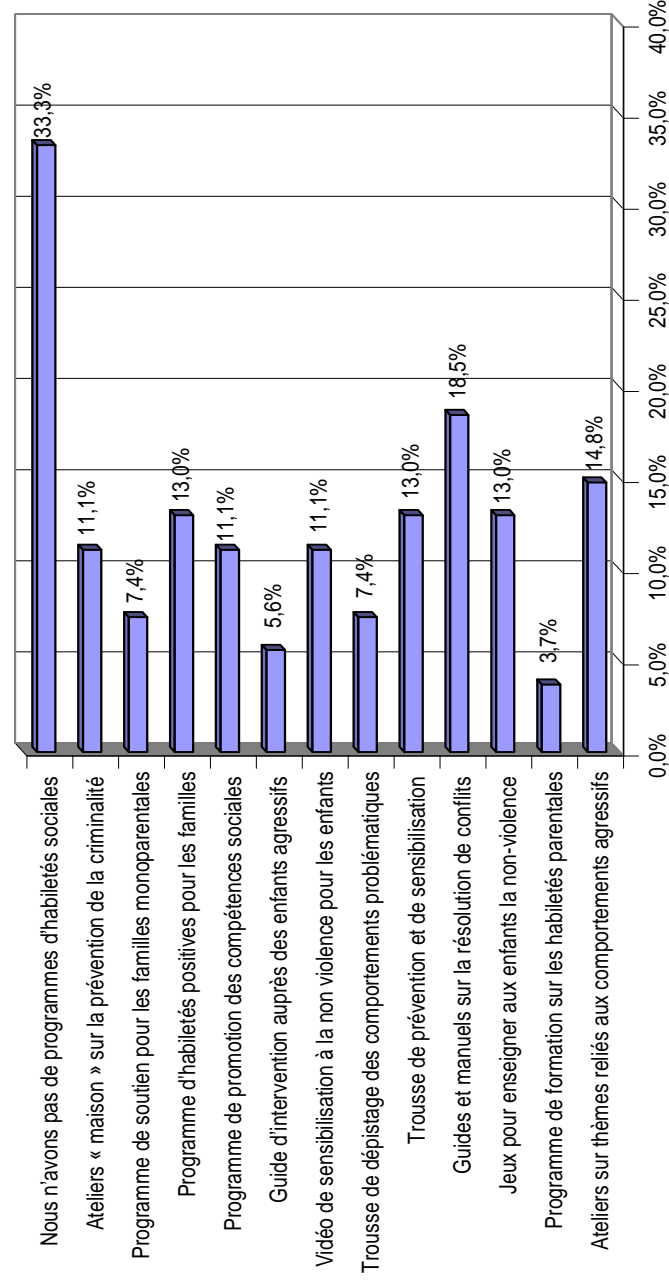
Figure 6. Situations préoccupantes pour les intervenants relativement à la promotion des habiletés sociales



Les intervenants sont principalement préoccupés (46,3%) par le manque d'implication des parents, ce qui a un impact négatif sur leurs efforts de promotion des habiletés sociales. De plus, plus d'un intervenant sur trois (38,9) souhaiterait faire plus de promotion des habiletés sociales, mais affirme ne pas avoir d'outils ou de matériel à cette fin.

Nous avons aussi interrogé les intervenants en ce qui concerne les différents outils ou programmes présentement utilisés dans leur communauté pour faire la promotion des habiletés sociales. Les principaux résultats sont présentés à la figure 7.

Figure 7. Principaux outils ou programmes utilisés pour faire de la promotion d'habiletés sociales chez les enfants de 0 à 6 ans

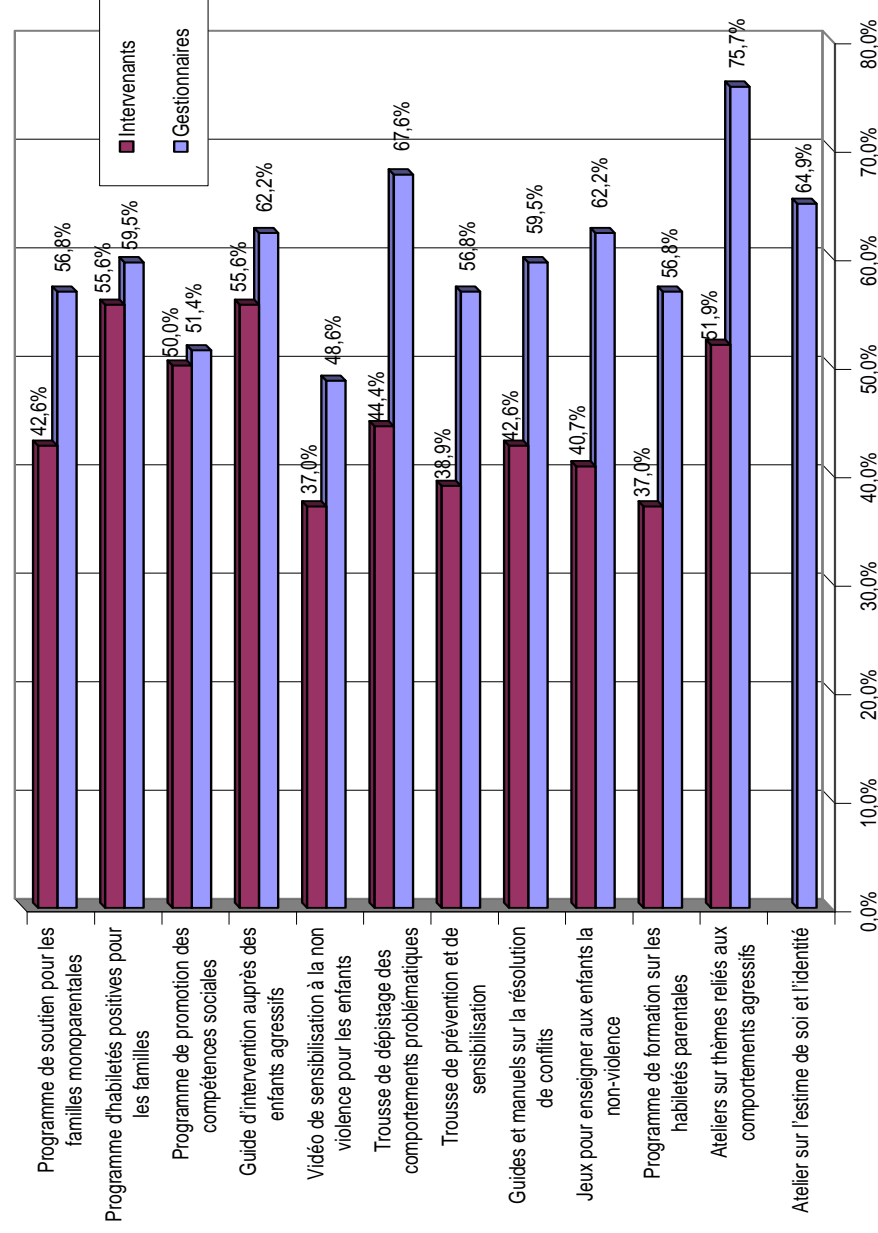


Le tiers des répondants affirme que dans leur communauté il n'y a pas de programmes ou d'outils visant à faire la promotion des habiletés sociales. Dans une faible proportion, moins d'un intervenant sur cinq utilise des guides et des manuels sur la résolution de conflits.

On constate également ce manque d'outils lorsque l'on demande aux répondants s'il ont assez d'outils pour faire de la promotion d'habiletés sociales. En effet, seulement 11,1% des répondants considèrent que les outils dont ils disposent sont suffisants. Afin de combler de tels manques, 9,3% des intervenants disent avoir développé eux-mêmes du matériel ou un programme en lien avec les habiletés sociales.

Lorsque questionnés sur les stratégies de promotion des habiletés sociales, nous avons demandé aux intervenants et aux gestionnaires de se prononcer sur ce qu'ils croyaient être les outils les plus utiles. Les résultats sont présentés à la figure 8.

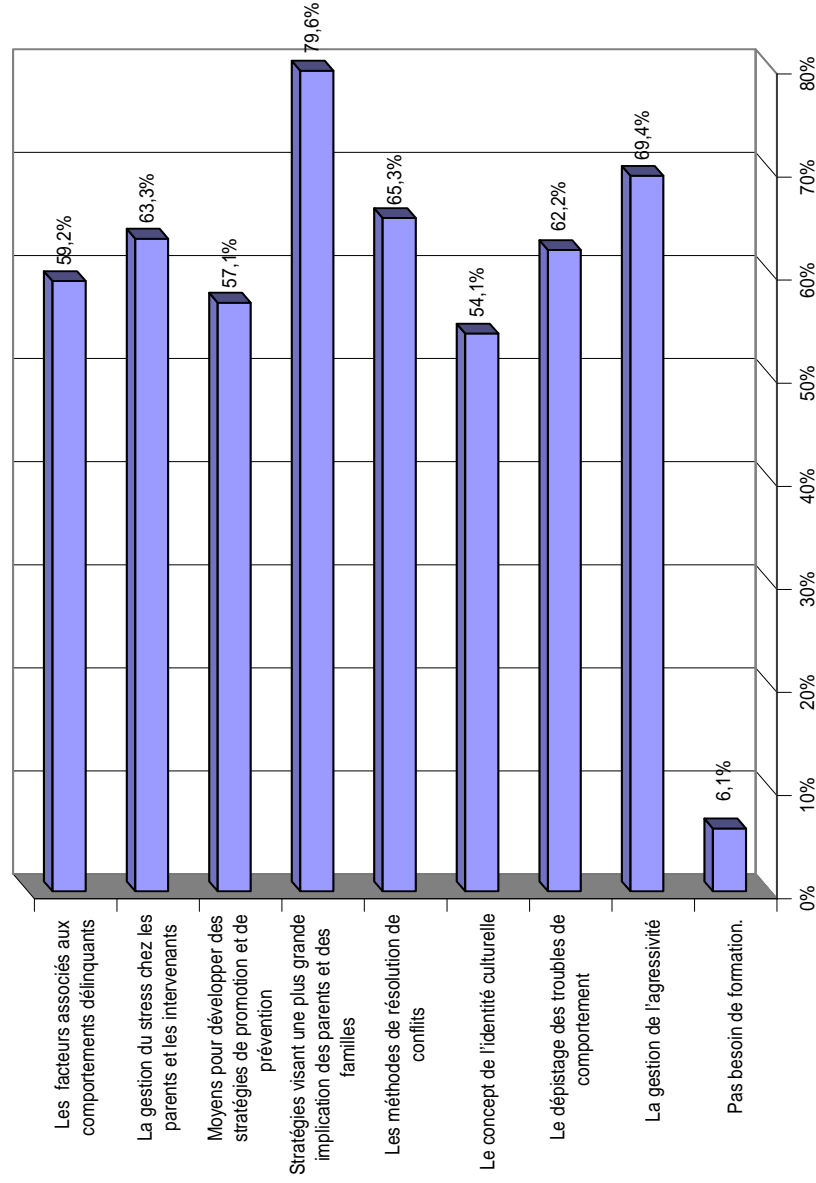
Figure 8. Types d'outils jugés les plus utiles pour mettre en oeuvre des stratégies de promotion d'habiletés sociales



De manière générale, les gestionnaires semblent être plus favorables à l'ensemble des différents outils que les intervenants. Pour les gestionnaires, les ateliers sur les thèmes reliés aux comportements agressifs (75,7%), les trousse de dépistage des comportements problématiques (67,6) de même que les ateliers sur l'estime de soi (64,9%) sont jugés les plus utiles. En ce qui concerne les intervenants, ils identifient principalement les programmes d'habiletés positives pour les familles (55,6%), les guides d'intervention auprès des enfants agressifs (55,6%) de même que les ateliers sur les thèmes reliés aux comportements agressifs (51,9%).

Pour ce qui est des différents besoins de formation, les intervenants ont été appelés à se prononcer. Les résultats sont présentés à la figure 9.

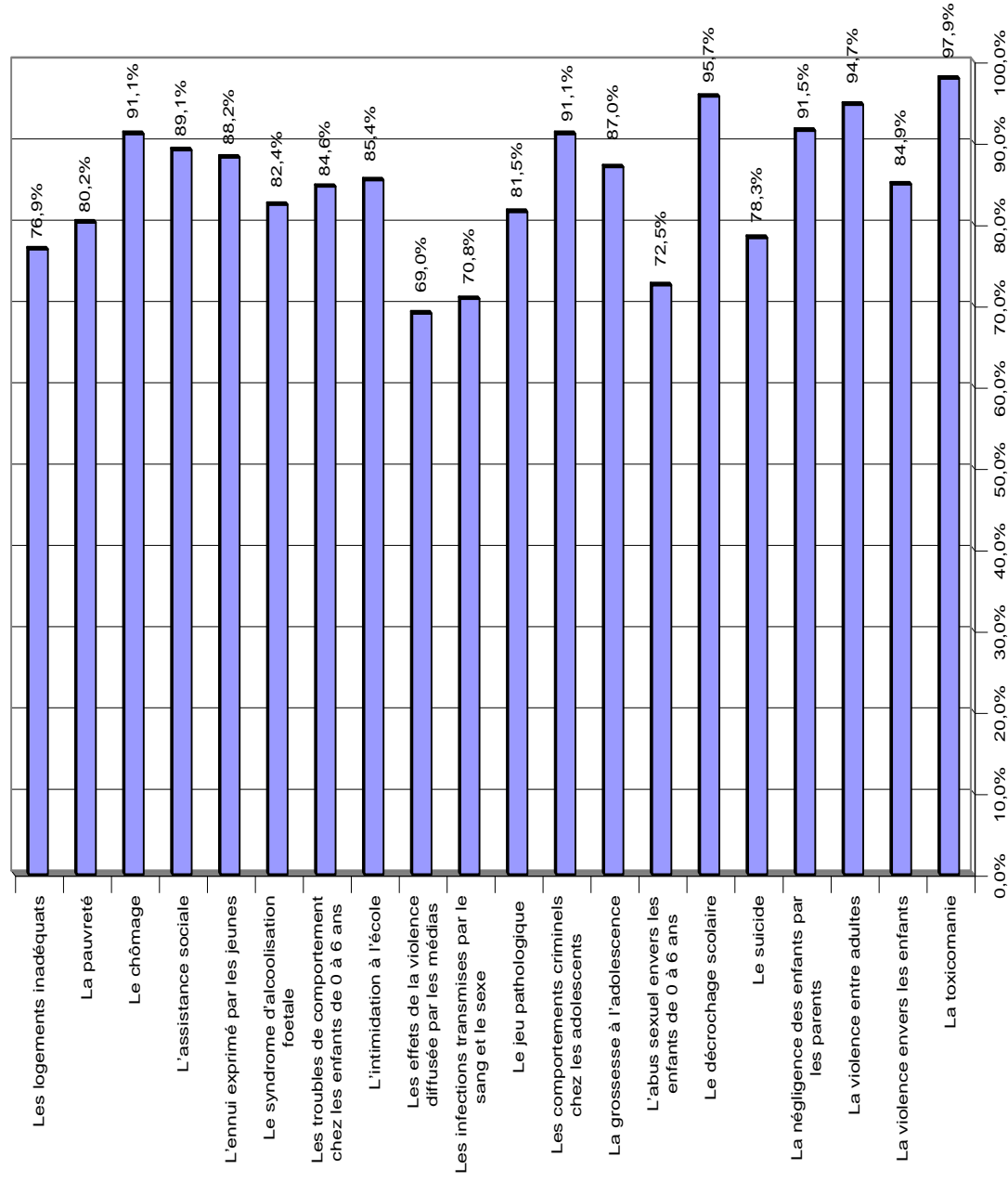
Figure 9. Thèmes pertinents de formation pour établir des stratégies de promotion des habiletés sociales selon les intervenants



Parmi les intervenants interrogés, 35,7% d'entre eux avaient déjà reçu de la formation en lien avec les habiletés sociales. Cependant, les besoins en matière de formation semblent importants. Congruents avec leurs affirmations précédentes, les intervenants sont dans une très grande majorité (79,6) d'avis que les différentes stratégies visant une plus grande implication des parents et des familles sont les avenues à considérer pour établir de meilleures stratégies de promotion des habiletés sociales. La gestion de l'agressivité chez les enfants (69,4%), les différentes méthodes de résolution de conflit chez les enfants (65,3%) ainsi que la gestion du stress chez les parents et les intervenants (63,3%) sont aussi des thèmes de formation fréquemment évoqués.

Les répondants furent de plus interrogés sur ce qu'ils croyaient être les problématiques sociales qui affligaient leur communauté. Ils devaient se prononcer sur l'importance de chacune d'elles. Les résultats de la figure 10 font état de la proportion des répondants pour qui le problème était jugé « moyennement important » ou « très important ».

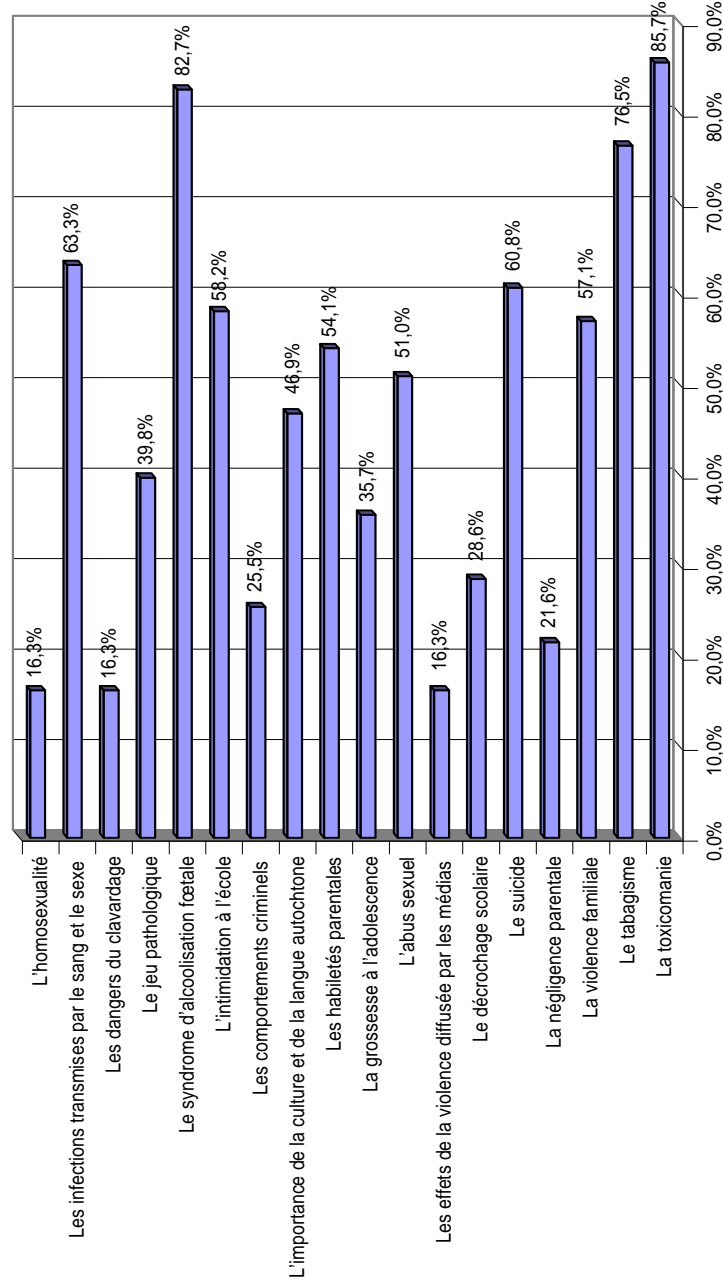
Figure 10 . Perception de l'ampleur des problèmes auxquels font face les membres de la communauté



Les résultats de la figure 10 confirment l'idée selon laquelle les problématiques sociales qui affligent les différentes communautés des Premières Nations sont préoccupantes. Seules trois problématiques n'ont pas été identifiées par plus du trois quarts des répondants : les infections transmises par le sang et la sexualité (70,8%), l'abus sexuel envers les enfants de 0 à 6 ans (72,5%) , et les effets de la violence diffusés dans les médias (69,0%). Cependant, ces problématiques affichent tout de même des résultats très élevés et demeurent préoccupantes. En somme, la proportion des répondants préoccupés par chacune des problématiques est très élevée.

Les intervenants ont aussi été interrogés sur les différentes initiatives de prévention et de sensibilisation menées dans leurs communautés respectives au cours des cinq dernières années.

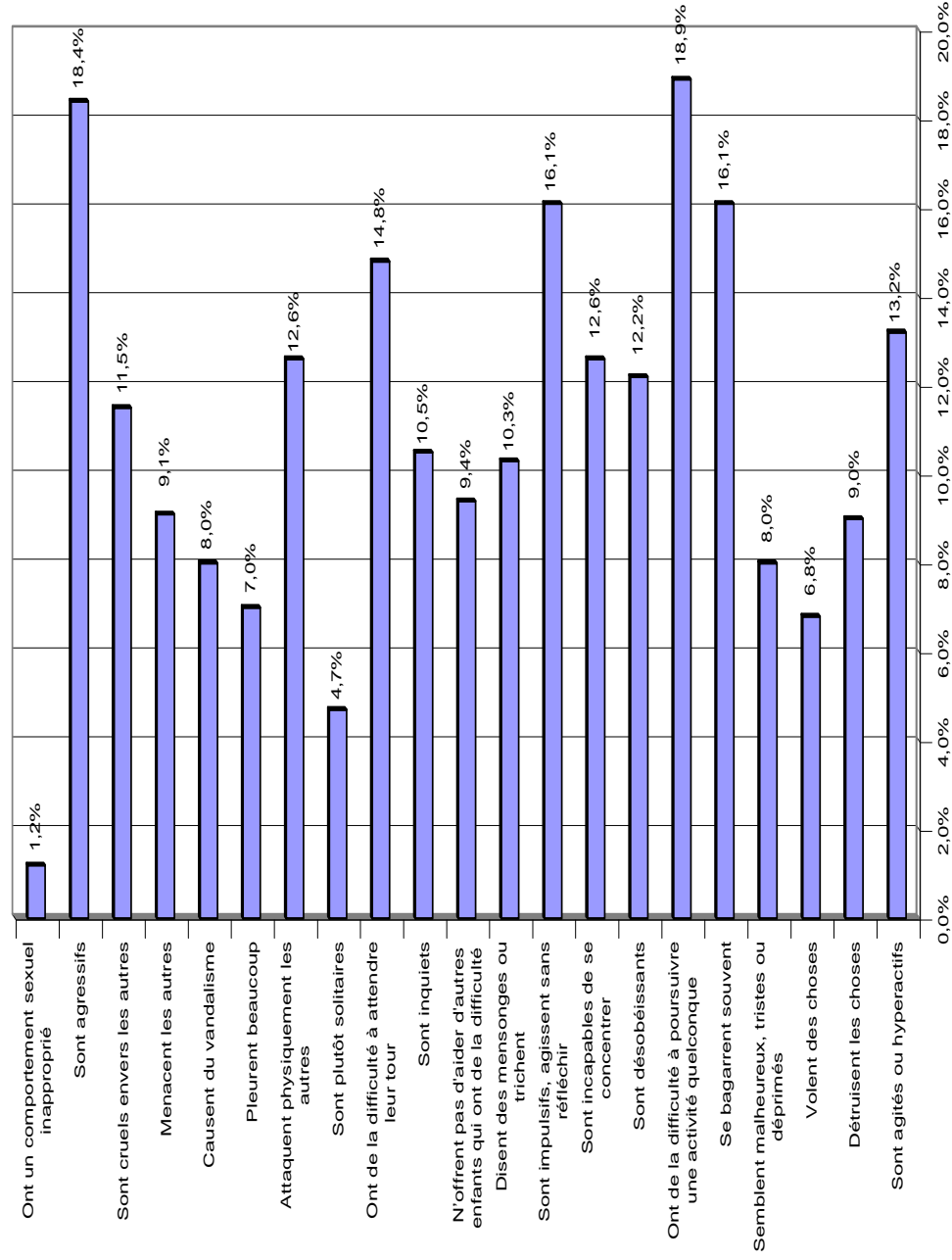
Figure 11. Problématiques pour lesquelles des activités prévention ou de sensibilisation ont été menées durant les cinq dernières années



Dans l'ensemble, les problématiques pour lesquelles il y a le plus d'activités de sensibilisation et de prévention sont, dans l'ordre, la toxicomanie (85,7%), le syndrome d'alcoolisation fœtale (82,7%), le tabagisme (76,5%) de même que les infections transmises par le sang et les contacts sexuels (63,3%).

Par la suite, les répondants ont été appelés à identifier ce qu'ils croyaient être les comportements problématiques les plus fréquemment observés chez les enfants de leur communauté. Les principaux résultats sont présentés à la figure 12

Figure 12. Comportements problématiques les plus fréquemment observés chez les enfants de 0 à 6 ans



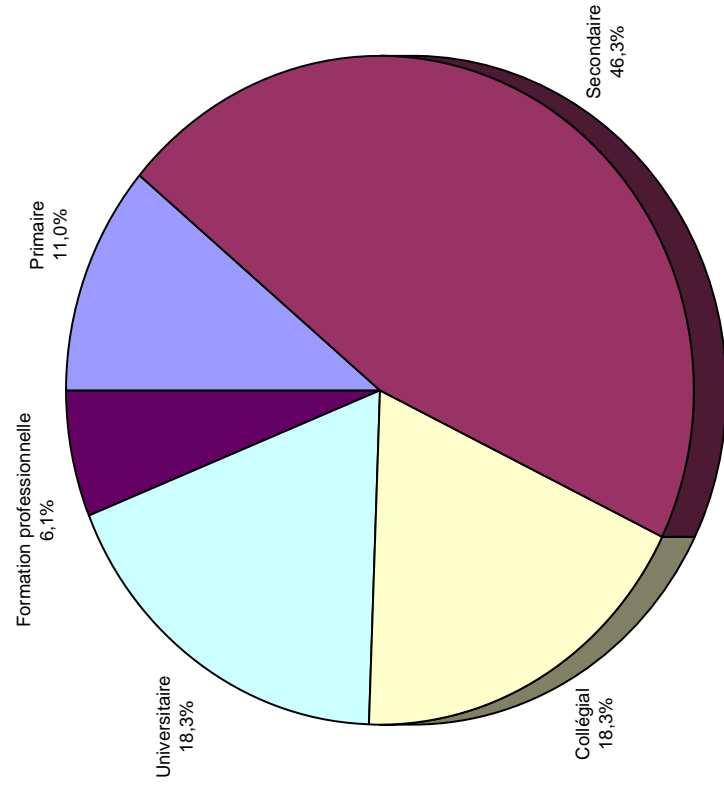
Parmi les comportements problématiques les plus fréquemment identifiés, on retrouve les comportements suivants : sont distraits ou ont de la difficulté à poursuivre une activité (18,9%), sont agressifs (18,4%), sont impulsifs ou agissent sans réfléchir (16,1%) ou se bagarrent fréquemment (16,1%).

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE AUPRES DES PARENTS

En plus de l'enquête auprès des intervenants et des gestionnaires, un questionnaire a été envoyé à des parents d'enfants âgés de 0 à 6 ans. L'échantillonnage était composé de femmes dans une proportion de 96,3 % et l'âge moyen des répondants était de 32,7 ans.

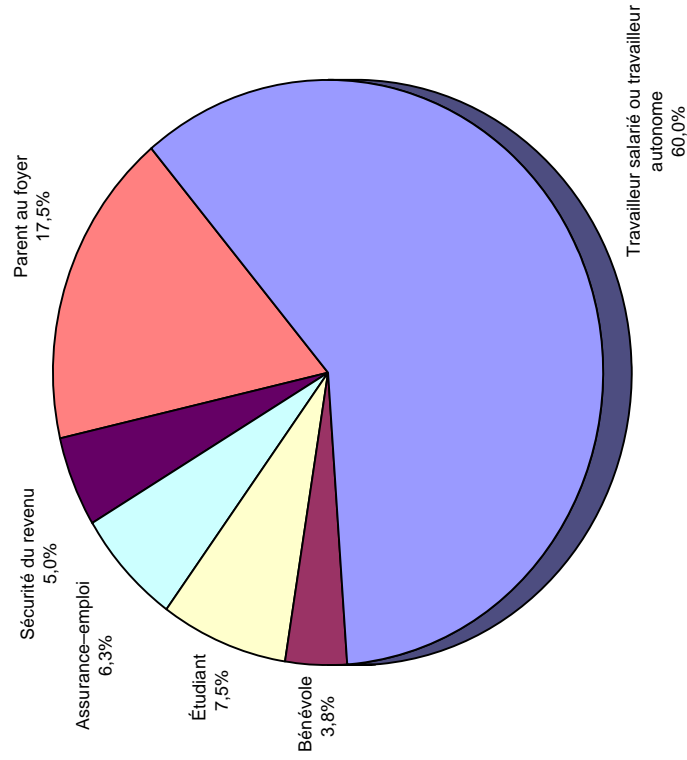
Pour ce qui est du niveau de scolarité, les parents détenaient, dans près de la moitié des cas, (46,3%) une formation de niveau secondaire. Près d'un parent sur cinq (18,3%) avait une formation collégiale, proportion identique à celle des détenteurs d'une formation universitaire (18,3%).

Figure 13. Répartition des parents répondants selon le niveau de scolarité



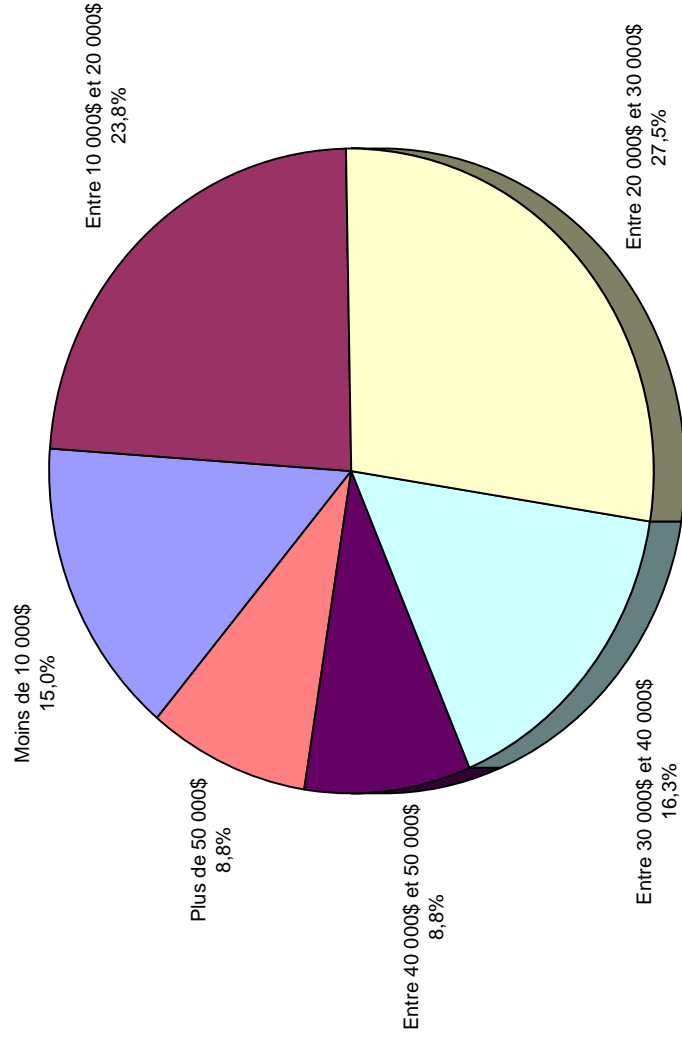
Près des deux tiers des répondants étaient salariés au moment de l'enquête, tandis que le reste des parents ayant participé étaient sans emploi (Assurance-emploi, Sécurité du revenu ou autre).

Figure 14. Répartition des parents répondants selon l'occupation principale actuelle



Les deux tiers des répondants (66,3%) provenaient d'un ménage au salaire inférieur à 30 000\$. Seulement le tiers des répondants provenait de familles où le revenu par ménage était supérieur à 30 000\$.

Figure 15. Répartition des parents répondants selon le revenu annuel du ménage

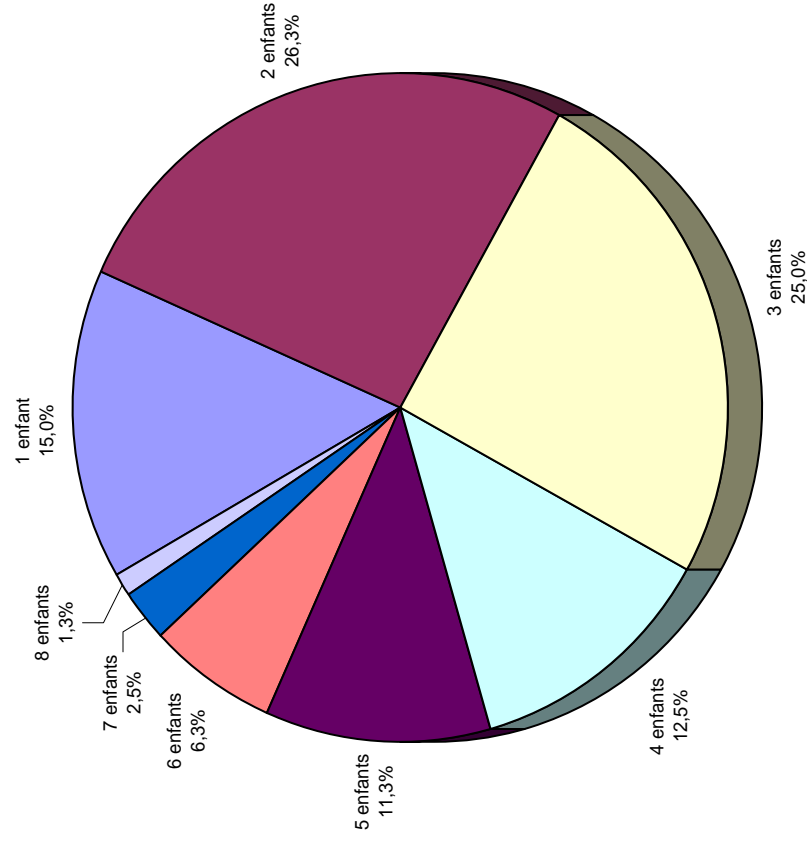


Les trois quarts des répondants (74,1%) avaient un conjoint ou une conjointe au moment de l'enquête, et 93,3% d'entre eux habitaient avec ce dernier ou cette dernière.

En moyenne, le nombre de personnes habitant en permanence avec le répondant dans son logement ou sa maison était de 3,5 personnes. Près des trois quarts (72,5%) des répondants estiment que leur logement est adéquat pour accueillir toutes les personnes qui y habitent.

La figure 16 montre la distribution des répondants selon le nombre d'enfants. En moyenne, ces derniers ont déclaré avoir 3,1 enfants.

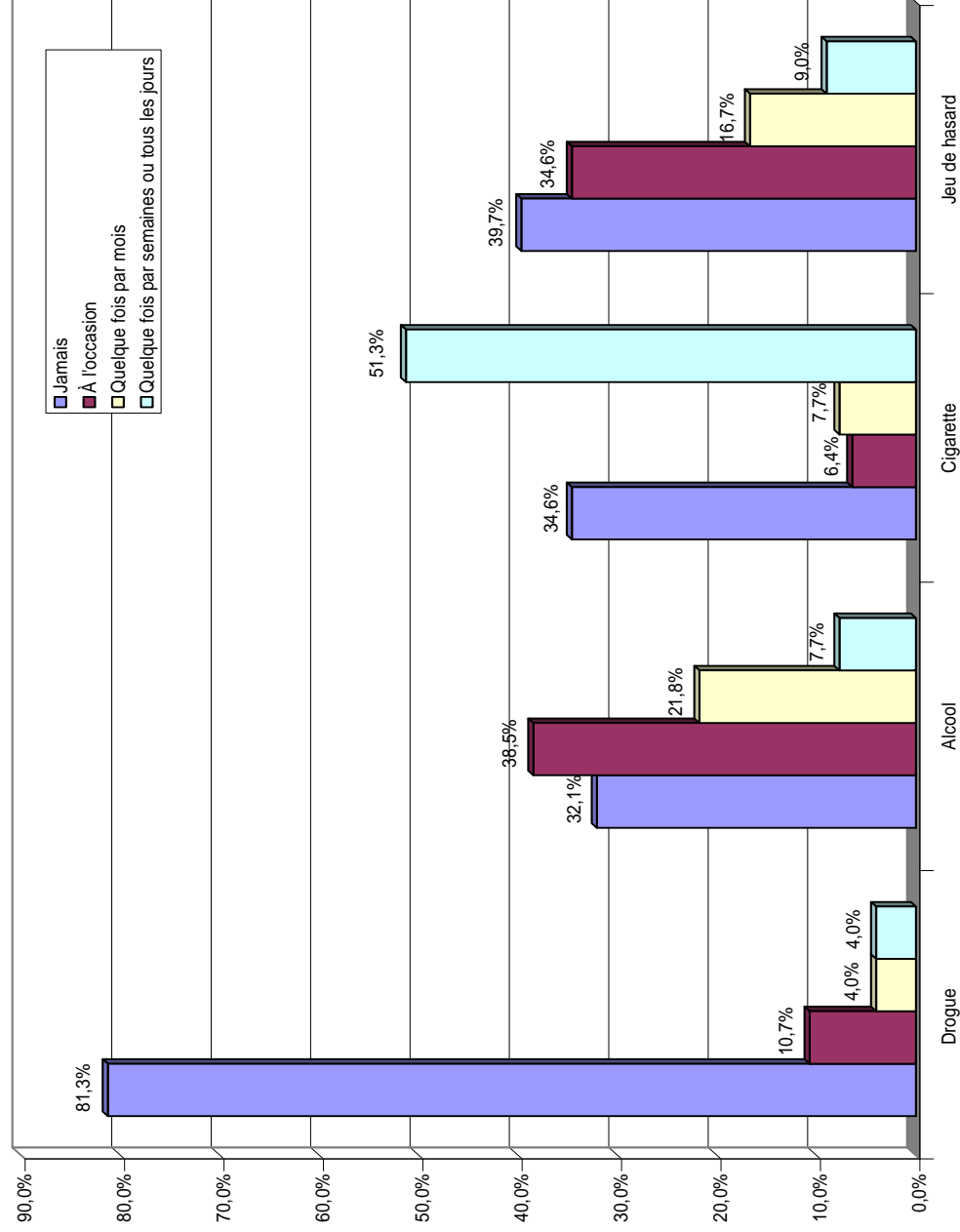
Figure 16. Répartition des parents répondants selon le nombre d'enfants



Dans le cadre de cette enquête, les parents ont été interrogés sur différentes questions, notamment sur leurs habitudes de consommation, leurs préoccupations et sources de tracas et sur leurs besoins. Voici les réponses à ces différentes questions.

Les réponses aux questions relatives aux habitudes de consommation de drogues, d'alcool, de cigarettes et les habitudes de jeu sont présentés à la figure 17.

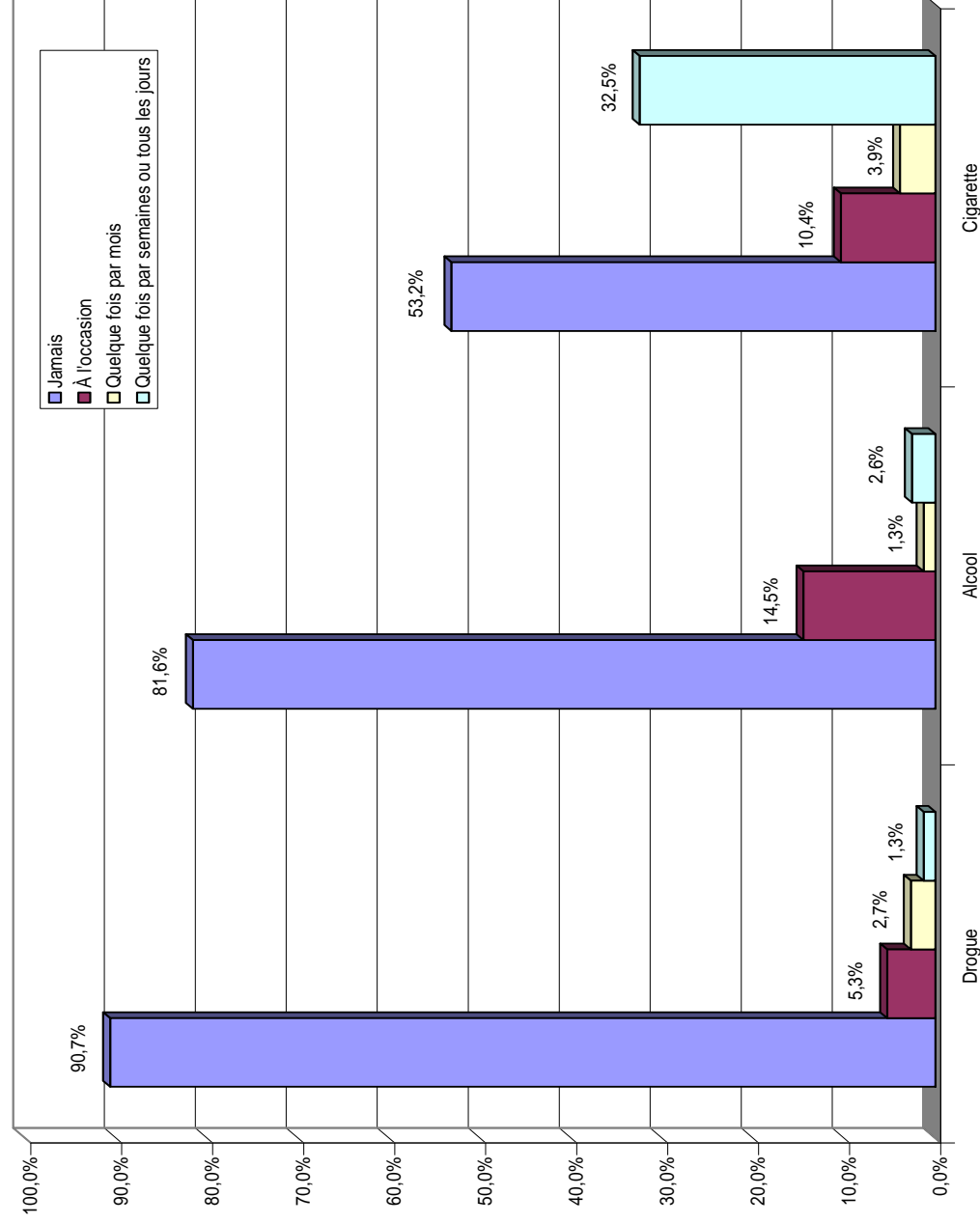
Figure 17. Répartition des parents répondants selon les habitudes de consommation



Les résultats indiquent que seulement une faible proportion des répondants affirment consommer fréquemment des drogues (4,0%) et de l'alcool (7,7%). Toutefois, une proportion importante, soit 51,3%, affirme fumer la cigarette quelques fois par semaine ou tous les jours. En ce qui concerne les jeux de hasard, 9% des parents ayant participé à l'étude disent s'y adonner quelques fois par semaine ou tous les jours.

Les mêmes questions ont été aux femmes sur leurs habitudes de consommation au moment de leur grossesse. Les résultats indiquent une faible prévalence de consommation d'alcool ou de drogues chez ces répondantes. En ce qui concerne la cigarette, près du tiers des répondantes affirmait fumer quelques fois par semaine ou tous les jours.

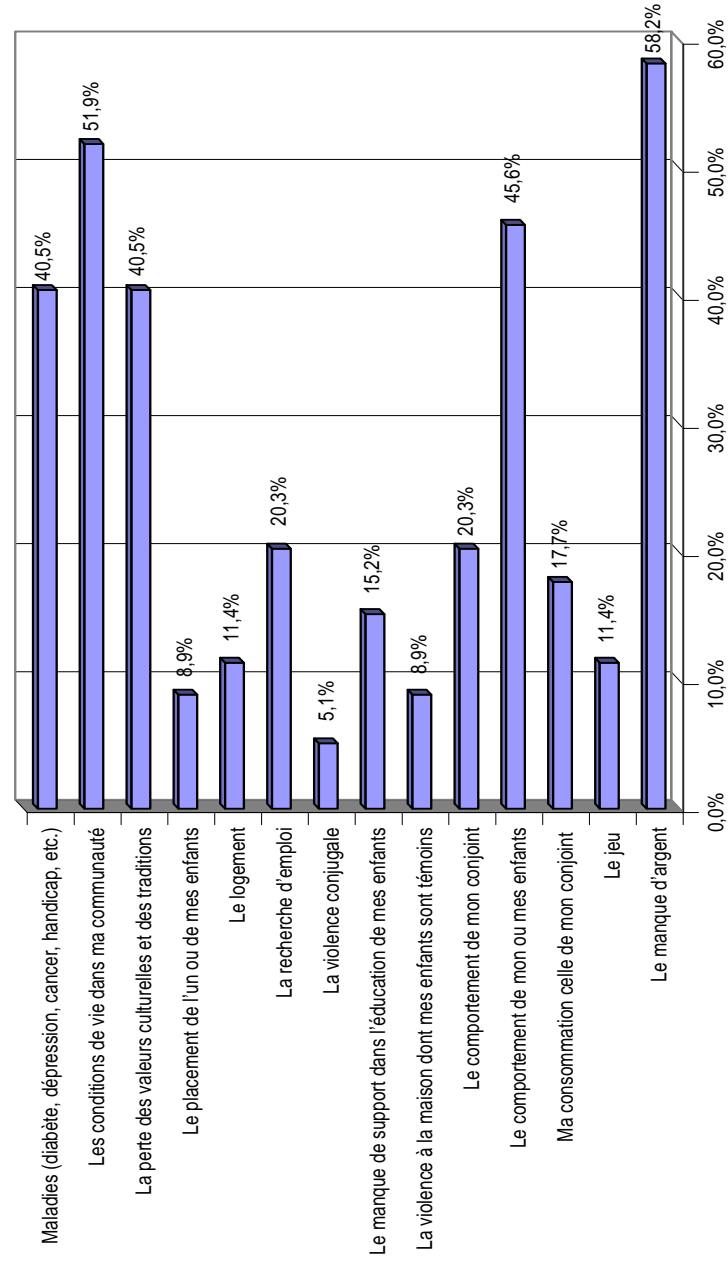
Figure 18. Fréquence de consommation d'alcool, de drogues et de cigarettes des mères enceintes



Les résultats présentés dans les deux figures précédentes ne sont pas représentatifs et ne peuvent être généralisés à l'ensemble de la population des Premières Nations. On sait, que les travaux de recherche effectués au sein des Premières Nations sur les habitudes de consommation rapportent des taux hautement plus élevés que ceux qui figurent dans la présente évaluation. En recherche, il arrive fréquemment que la désirabilité sociale joue un rôle primordial dans les réponses des participants à une enquête ; ceux-ci désirent souvent offrir des informations correspondant à ce qui est socialement acceptable.

Les parents ont aussi été sondés sur les principales difficultés qu'ils vivaient et sur ce qui les préoccupait au moment de l'enquête. Les résultats à ces questions sont regroupés à la figure 19.

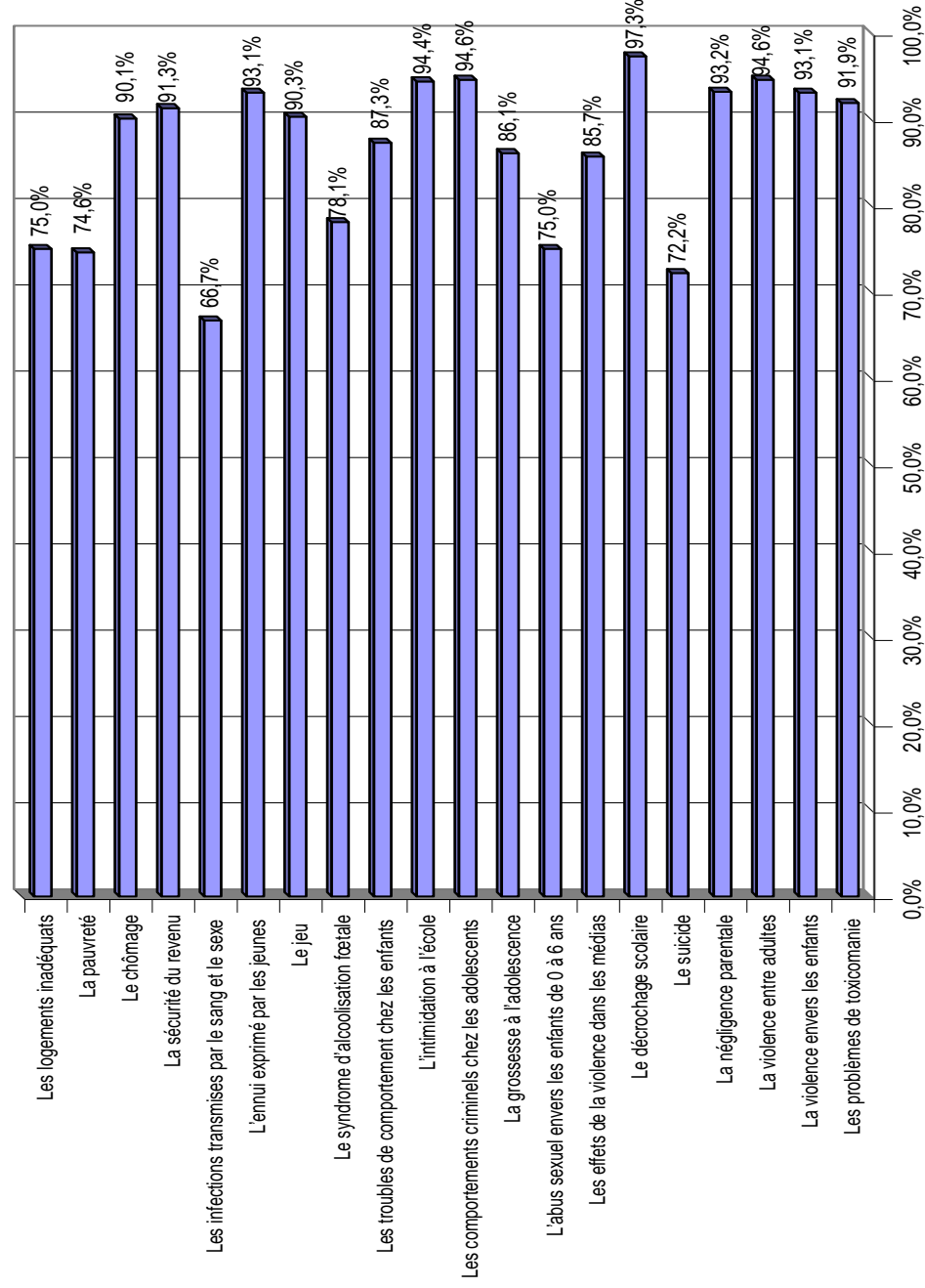
Figure 19. Principales sources de préoccupation ou de tracas des parents



Les principales préoccupations des parents sont, le manque d'argent (58,2%), l'environnement et les conditions de vie difficiles dans la communauté (51,9%), ainsi que le comportement des enfants (45,6%).

Les parents ont été également appelés à se prononcer sur les différentes difficultés auxquelles l'ensemble des membres de leur communauté avait à faire face. Les réponses à ces questions sont résumées à la figure 20. Les résultats présentent la proportion des répondants pour qui le problème était jugé « moyennement important » ou « très important ».

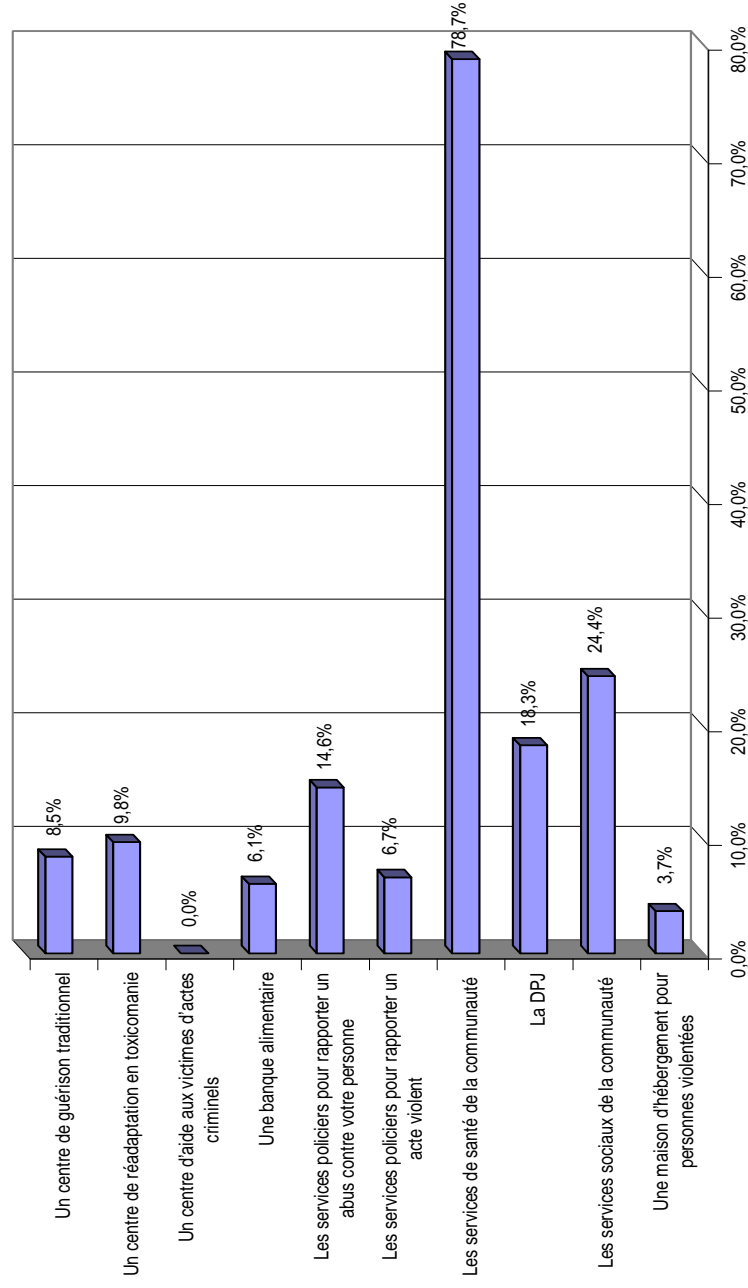
Figure 20. Préoccupation des parents en matière de problèmes sociaux



Les résultats présentés à la figure 20 montrent bien l'ampleur des préoccupations des parents face aux problèmes sociaux auxquels sont confrontés les membres de leur communauté. En effet, tous les problèmes énumérés dans le questionnaire sont identifiés par au moins les deux tiers des répondants comme étant des problématiques affligeant les communautés des Premières Nations.

Les parents ont été interrogés sur les services qu'ils ont fréquentés au cours des trois dernières années.

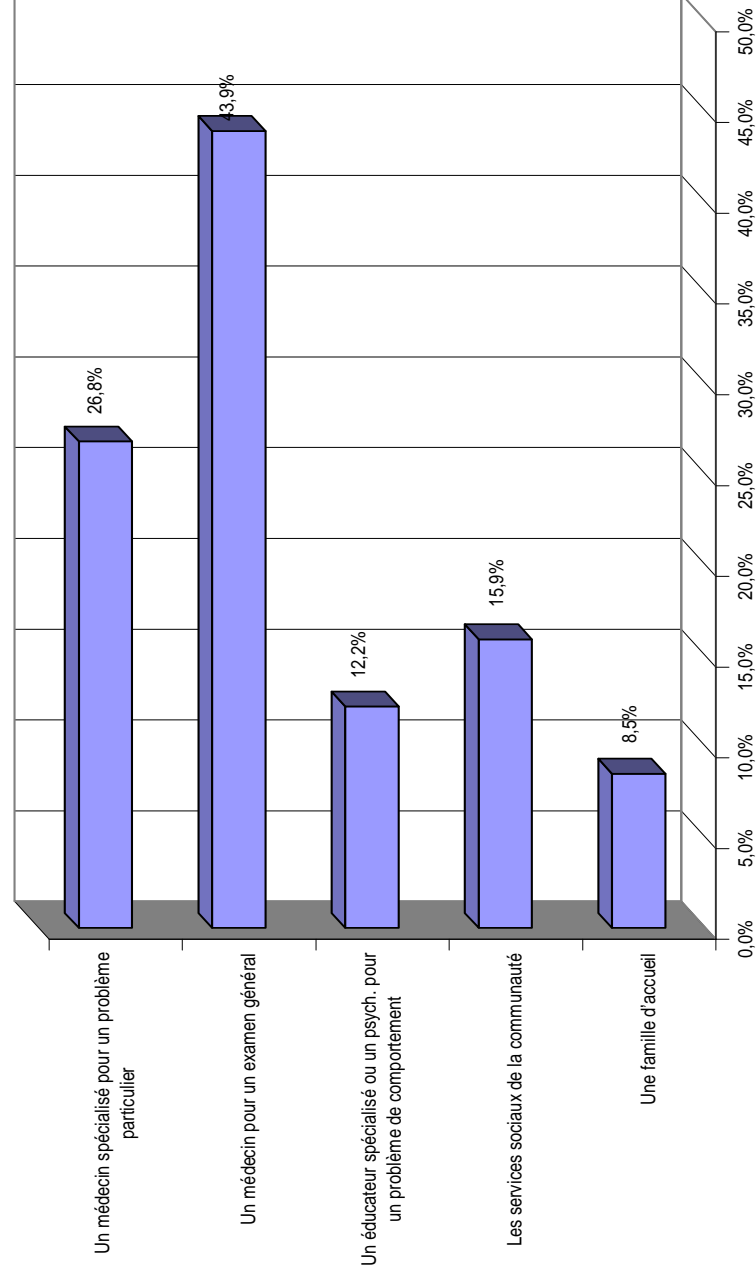
Figure 21. Principaux services fréquentés par les parents au cours des trois dernières années



Si ce n'est des services sociaux (24,4%), les parents n'ont recours dans une forte proportion qu'aux services de santé de la communauté (78,7%).

Outre leur propre fréquentation, les parents ont aussi été questionnés sur l'utilisation des services pour l'un ou l'autre de leurs enfants au cours des trois dernières années. Les résultats sont présentés à la figure 22.

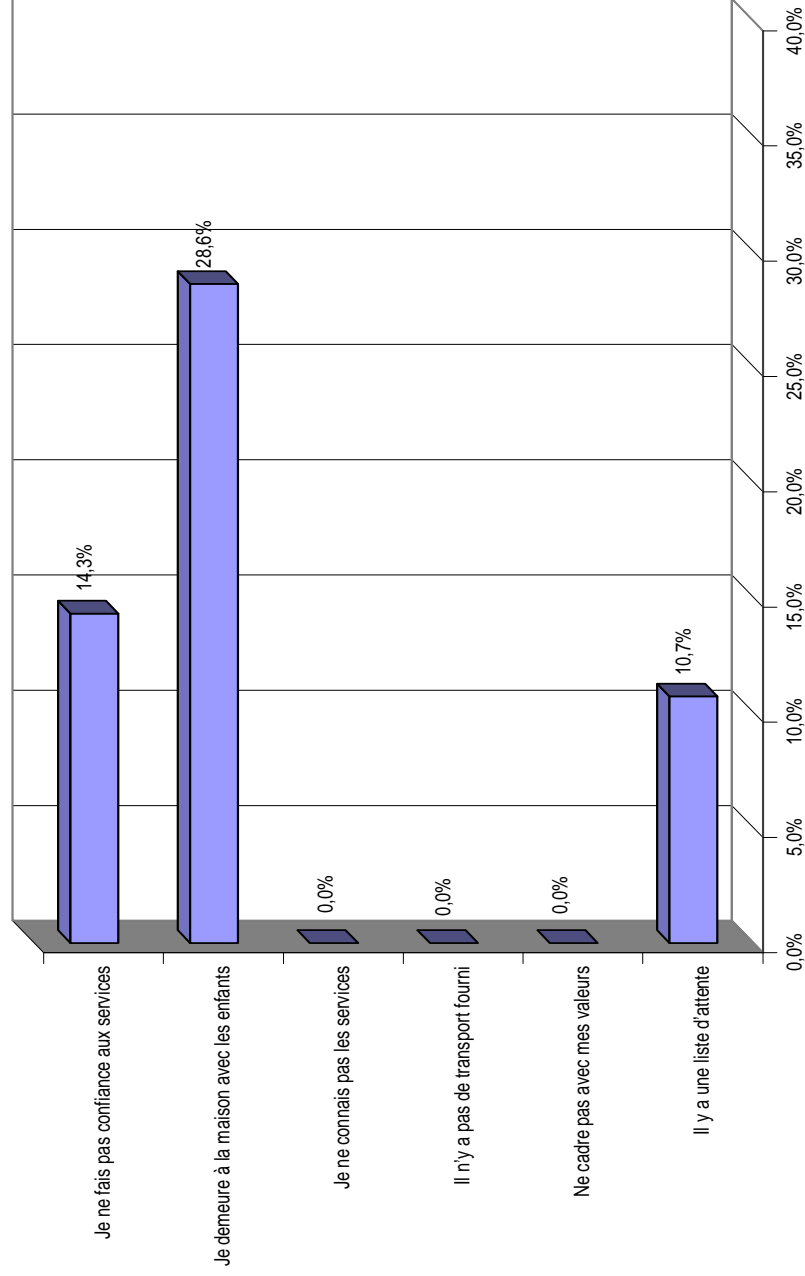
Figure 22. Principaux services fréquentés par l'un ou l'autre des enfants des répondants au cours des trois dernières années



Les résultats de la figure 22 indiquent que 43,9% des parents indiquent avoir fait une visite chez le médecin pour l'un ou l'autre de leurs enfants pour un examen général. Plus du quart des répondants affirment avoir eu recours aux services d'un médecin spécialiste pour un problème particulier chez l'un ou l'autre de ses enfants.

Les parents ont ensuite été interrogés sur leur fréquentation des garderies ou des centres de la petite enfance. Près des deux tiers (65,9%) affirment que l'un ou l'autre de leurs enfants fréquentent un tel centre. En ce qui concerne les autres, les motifs les incitant à ne pas fréquenter de telles institutions sont présentés à la figure 23.

Figure 23. Principales raisons invoquées par les parents pour ne pas fréquenter une garderie ou un centre de la petite enfance

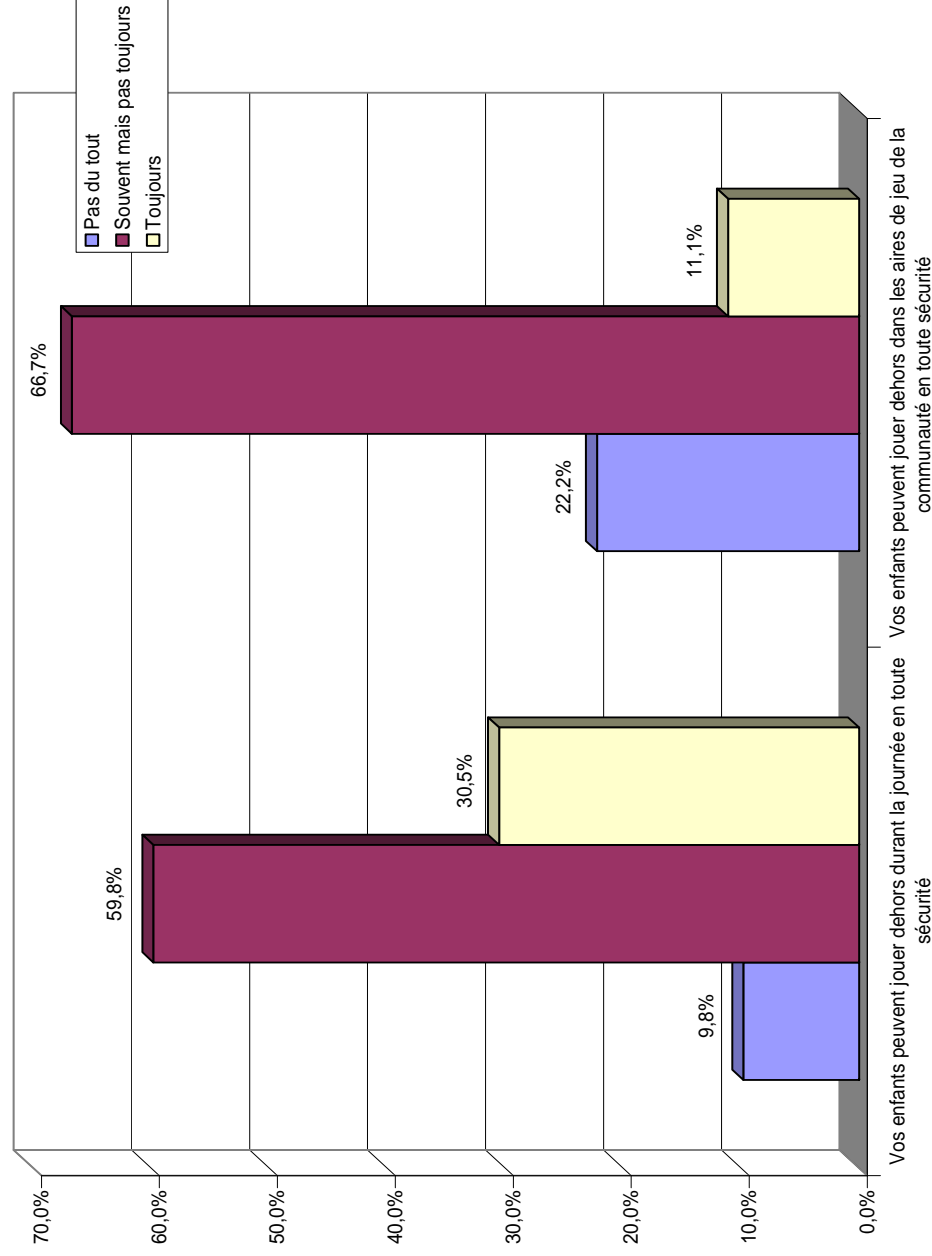


Dans l'ensemble, les parents dont les enfants ne fréquentent pas les garderies ou les centres de la petite enfance invoquent les raisons suivantes : ils demeurent à la maison (28,6%), ils ne font pas confiance à ce type de service (14,3%) ou, dans une moindre mesure, il y a une liste d'attente (10,7%).

Les parents furent par la suite sondés sur leur perception du niveau de sécurité de leur communauté. Plus du quart des répondants (25,6%) indiquent que leur communauté est peu sécuritaire pour y élever des enfants, et plus de la moitié qualifie leur communauté de « moyennement sécuritaire ». Moins d'un parent sur cinq la considère comme « très sécuritaire ».

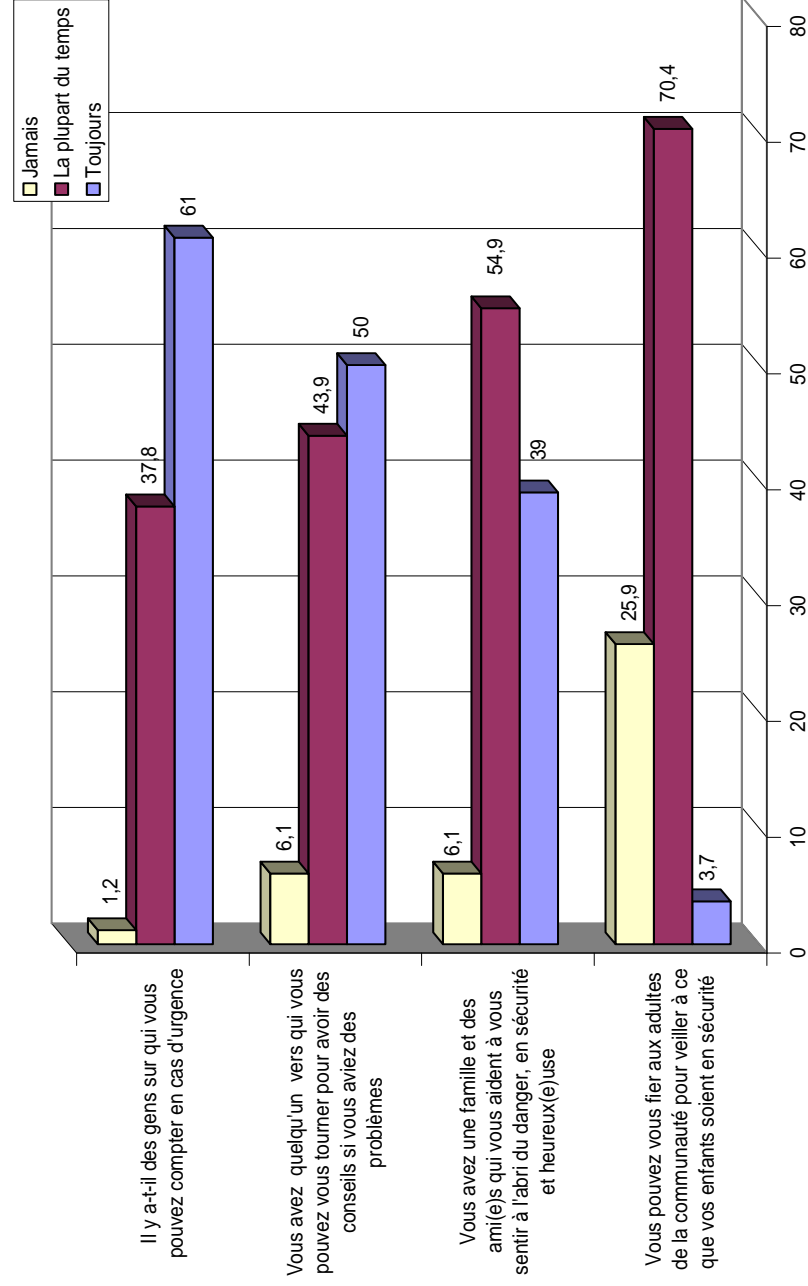
Lorsque appelés à se prononcer plus spécifiquement sur les questions relatives au sentiment de sécurité (figure 24), 9,8% indiquaient qu'ils ne croyaient pas du tout que leurs enfants pouvaient jouer dehors en toute sécurité le jour, et cette proportion grimpeait à 22,2% lorsque l'on leur demandait s'ils croyaient que leurs enfants étaient en sécurité dans les aires de jeu de la communauté.

Figure 24. Perception de la sécurité du milieu pour les enfants



Les répondants ont aussi été appelés à se prononcer sur les éléments de support social qui leur était accessible. Les résultats sont présentés à la figure 25.

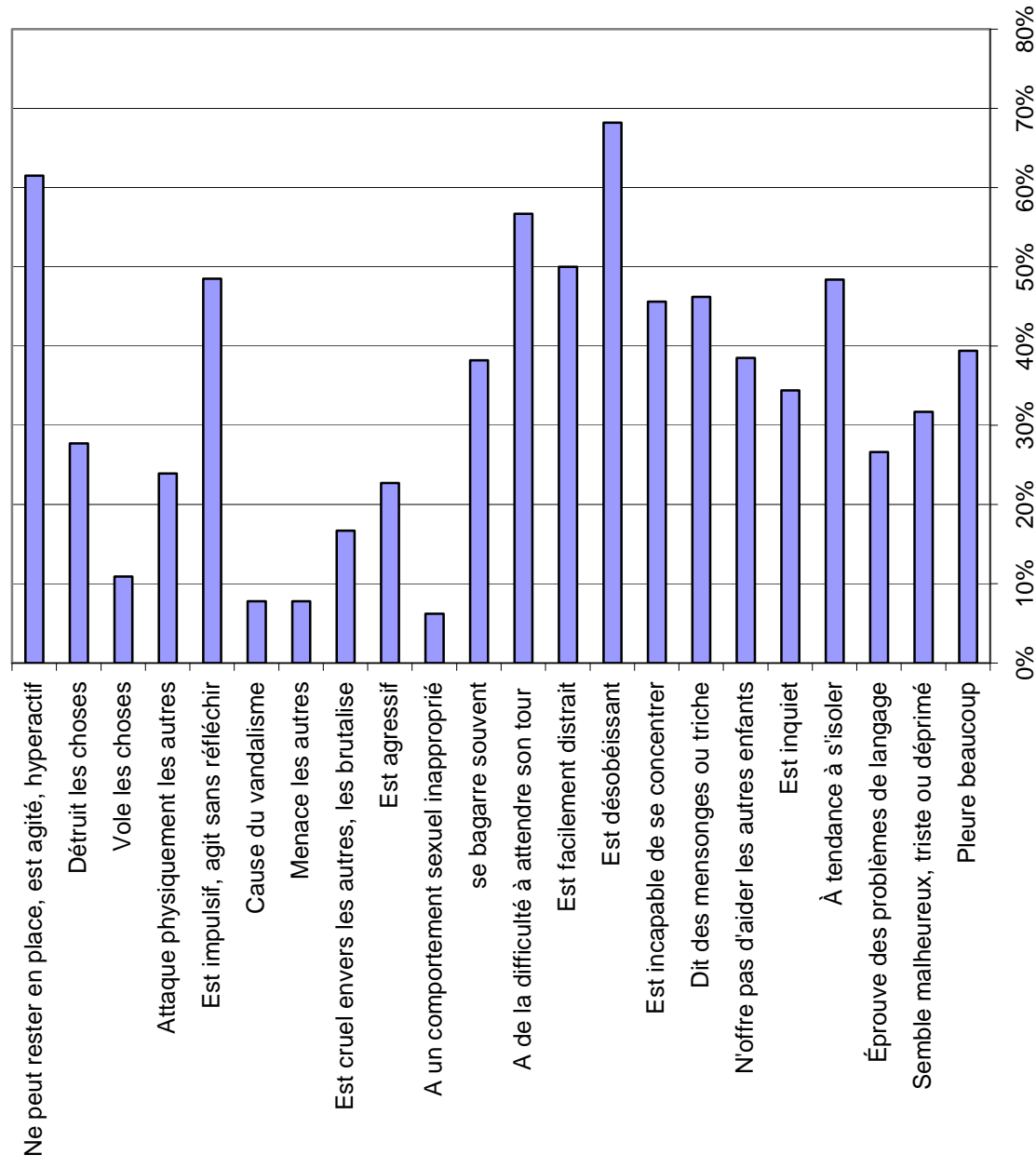
Figure 25. Perception du niveau de support social disponible aux parents



Le faible sentiment de sécurité des répondants se traduit dans leur perception du support social qui leur est accessible. En effet, il est à noter que plus du quart (25,9%) des répondants affirment que l'on ne peut jamais se fier aux adultes de la communauté pour veiller à ce que les enfants soient en sécurité.

Les parents ont par la suite été questionnés sur les différents problèmes de comportement de leurs enfants. Les résultats sont présentés à la figure 26.

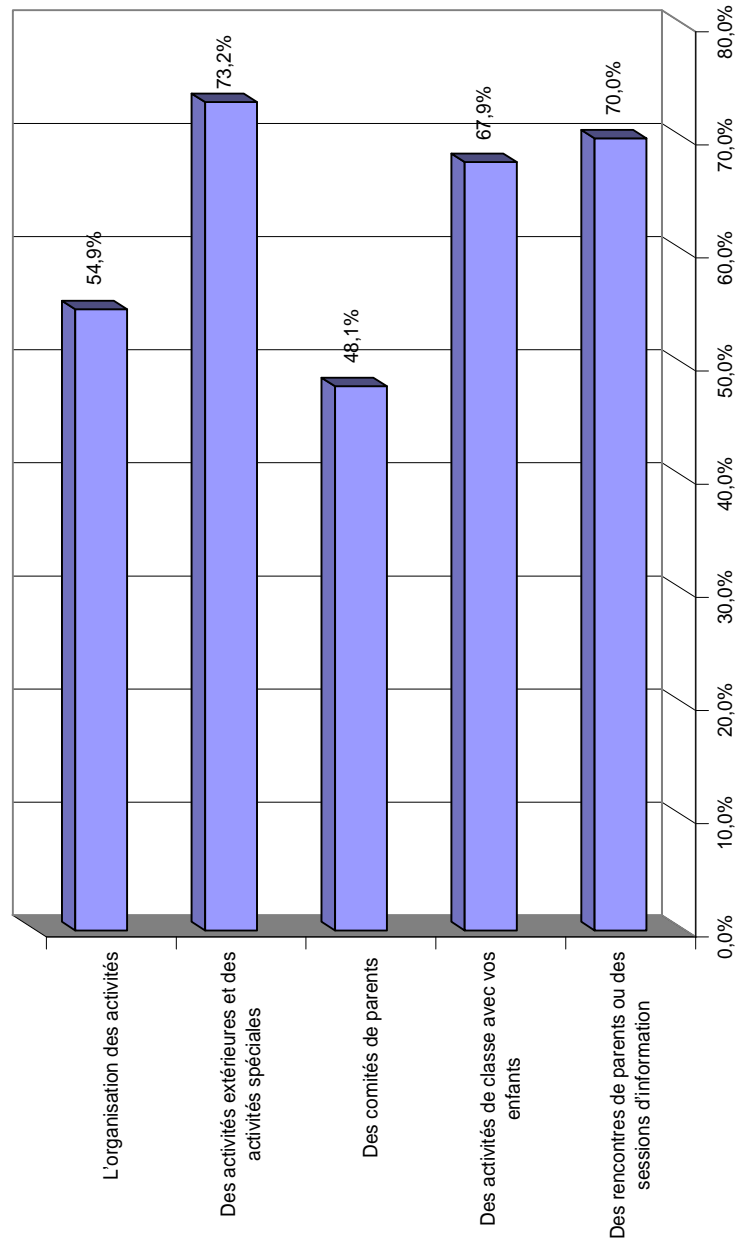
Figure 26. Perception des parents en ce qui concerne différents problèmes de comportement de leurs enfants



Les problèmes de comportement qui préoccupent le plus les parents ayant participé à l'évaluation des besoins sont les suivants : l'un ou l'autre de leurs enfants est désobéissant (68,2%), il est agité, hyperactif et ne peut rester en place (61,5) et il a de la difficulté à attendre son tour dans les jeux ou les situations de groupe. Bien que les proportions soient moins élevées, beaucoup de parents rapportent avoir des problèmes avec un enfant bagarreur (38,2%), agressif (22,7%), impulsif (48,5%) ou qui a des difficultés à se concentrer (45,6%).

Nous avons interrogé les parents afin de connaître la participation éventuelle de ceux-ci à des activités ou à un programme de promotion des habiletés sociales pour les enfants de 0 à 6 ans. Une proportion importante d'entre eux envisagerait de participer à l'une ou l'autre des initiatives éventuelles.

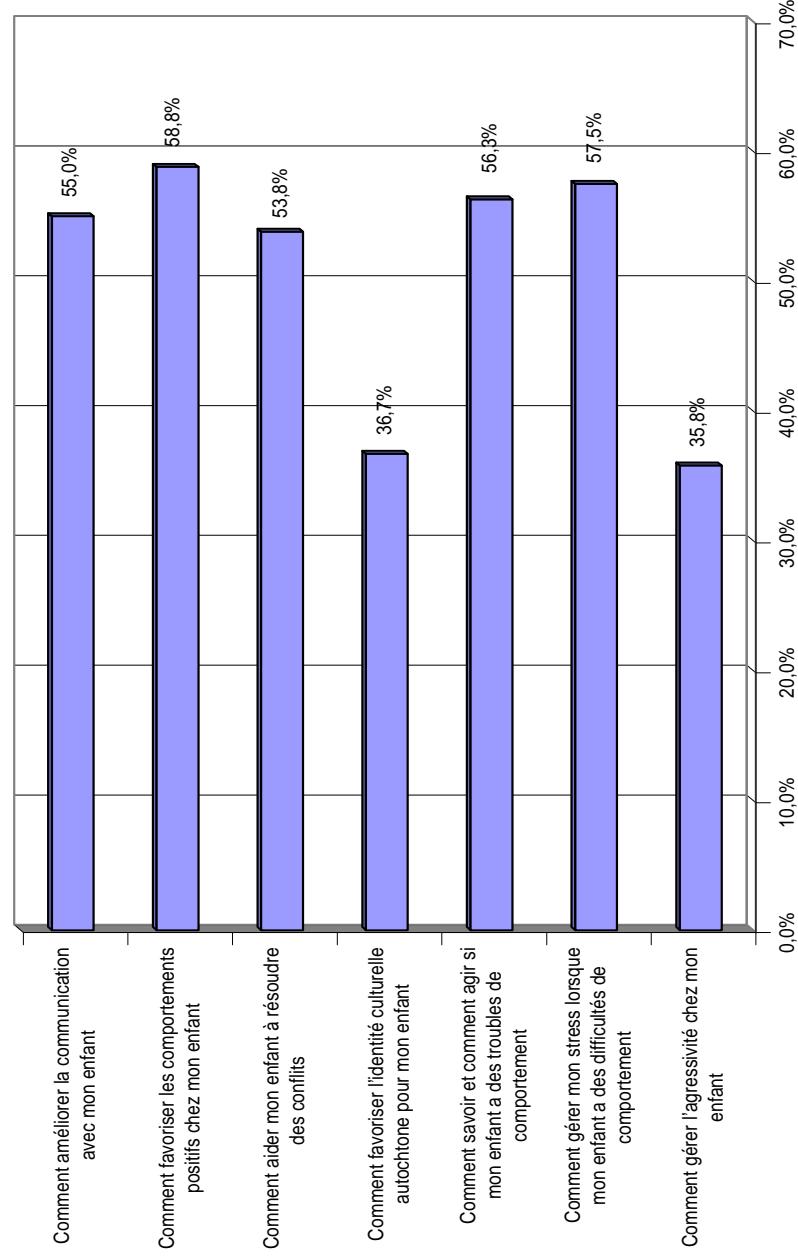
Figure 27. Activités auxquelles les parents aimeraient participer si un programme de promotion des habiletés sociales pour les enfants de 0-6 ans était mis en place.



Parmi les activités les plus susceptibles d'attirer de participants, on retrouve les activités extérieures ou les activités spéciales (73,2%), les rencontres de parents ou les sessions d'information (70,0%) ainsi que les activités de classe avec les enfants (67,9%).

Afin de connaître les besoins en matière de formation, les parents ont été appelés à identifier les différents thèmes de formation auxquels ils souhaiteraient participer.

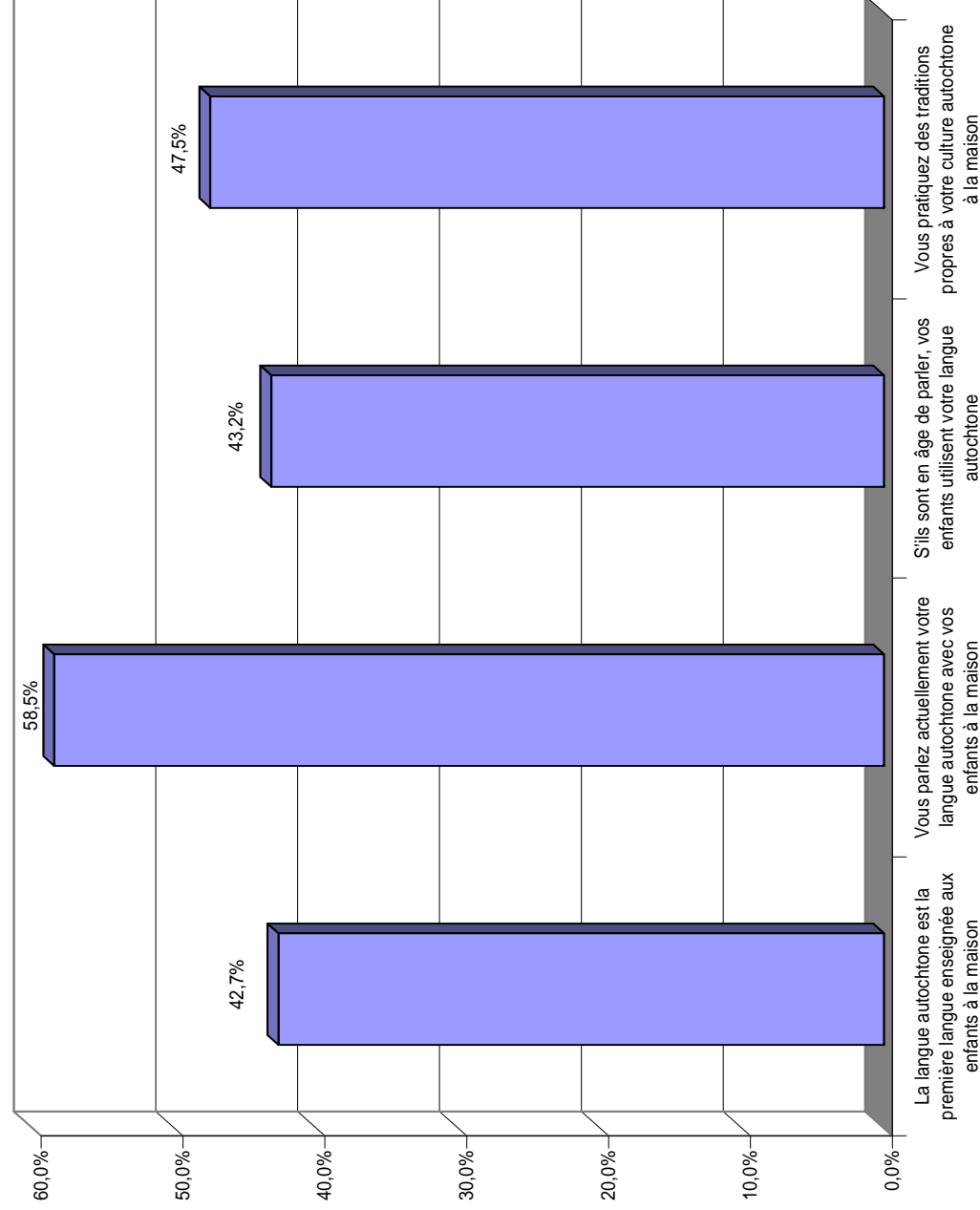
Figure 28. Ateliers auxquels les parents souhaiteraient participer si un programme de promotion des habiletés sociales pour les enfants 0-6 ans était mis en place



Comme on est en mesure de le constater à la figure 27, plusieurs thèmes semblent attirer leur attention. On note entre autres les thèmes d'ateliers suivants : la façon d'améliorer la communication avec son enfant (55,0%), la façon de favoriser les comportements positifs et prosociaux (58,8%), la résolution des conflits (53,8%), les façons d'agir avec un enfant qui présente des troubles de comportement (56,3%) et les façons de gérer les stress associé aux comportements inadéquats des enfants (57,5%).

Différentes questions ont été posées aux parents en ce qui concerne la place qu'occupait la culture des Premières Nations dans leur vie familiale de tous les jours. Les principaux résultats sont résumés à la figure 29.

Figure 29. Place de la culture des Premières Nations dans la vie des familles



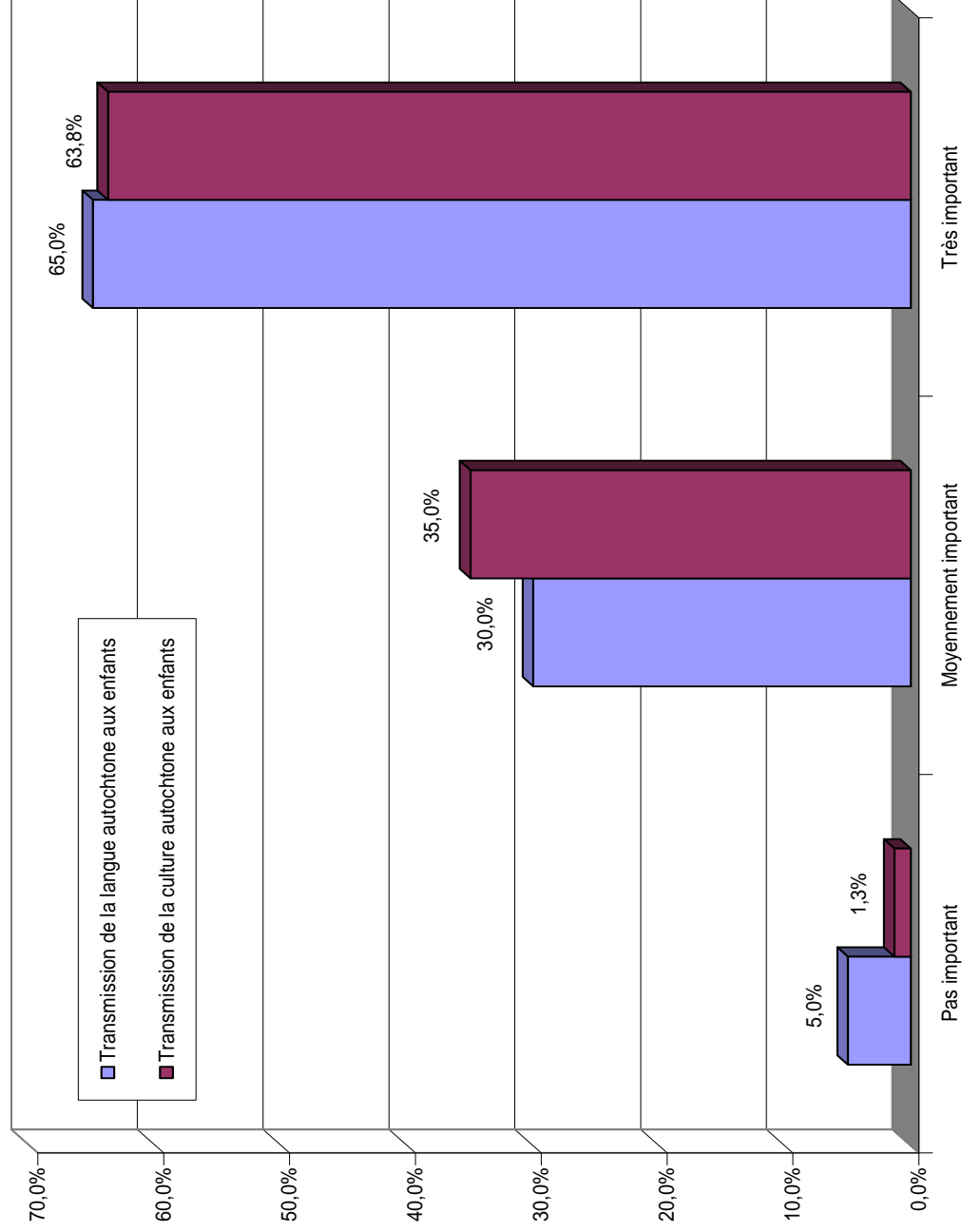
Les résultats indiquent que moins de la moitié des répondants enseignent la langue autochtone comme première langue à leurs enfants (42,7%.) Cette proportion est plus élevée (58,5%) en ce qui concerne l'utilisation de la langue autochtone dans les interactions à la maison. Cependant, cette proportion diminue à 43,2% lorsqu'ils sont interrogés sur l'utilisation de la langue autochtone par les enfants.

Par ailleurs, près de la moitié des répondants (47,5%) affirment pratiquer des traditions propres à leur culture à la maison.

Enfin, lorsque questionnés sur l'identification de leurs enfants à la culture des Premières Nations, un peu moins de la moitié des répondants (48,8%) ont répondu « La plupart du temps » ou « Toujours ».

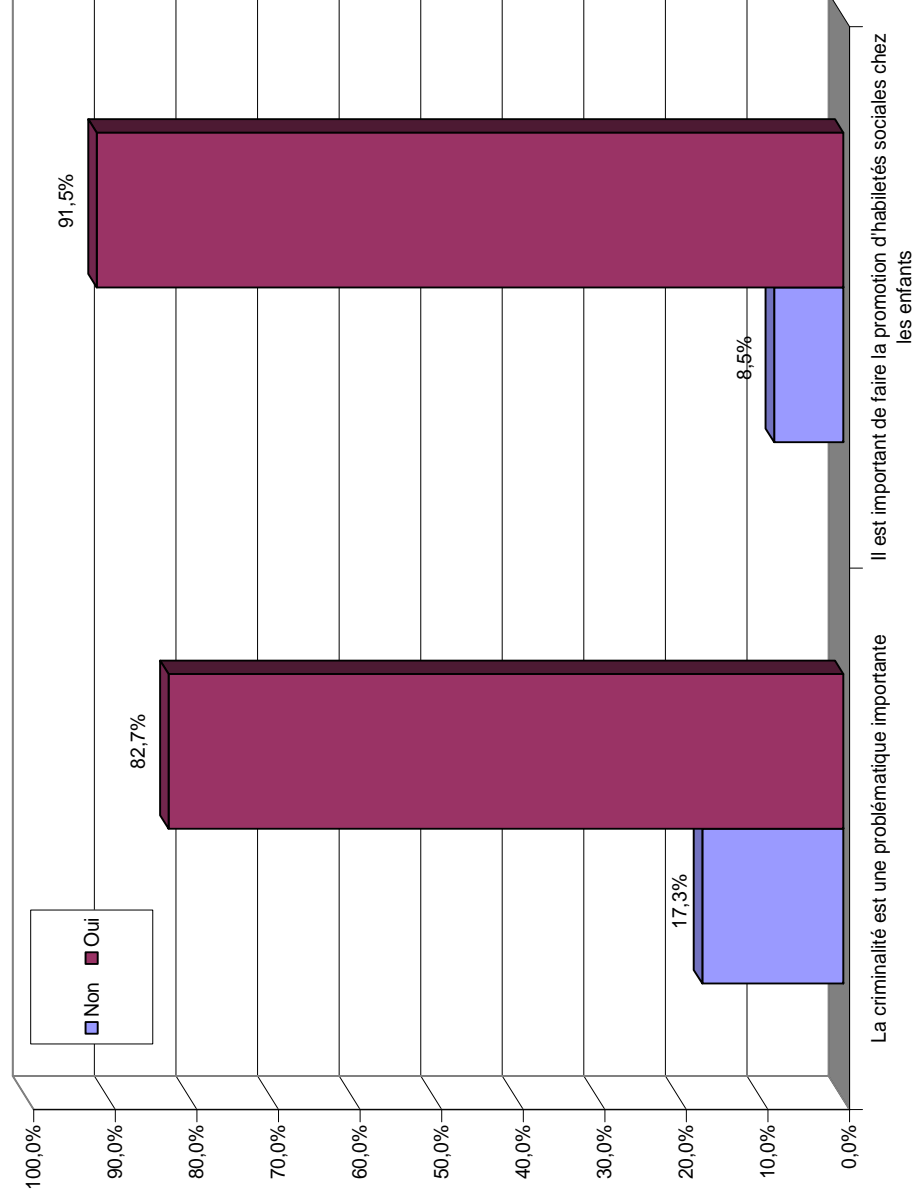
Les parents ont ensuite été interrogés sur l'importance de transmettre à leurs enfants leur langue et leur culture autochtone.

Figure 30. Importance pour les parents de la transmission aux enfants de la langue et de la culture autochtone



Il est intéressant de noter que plus des deux tiers des répondants affirment que la transmission de la langue (65,0%) et la transmission de la culture (63,8%) sont très importantes pour eux.

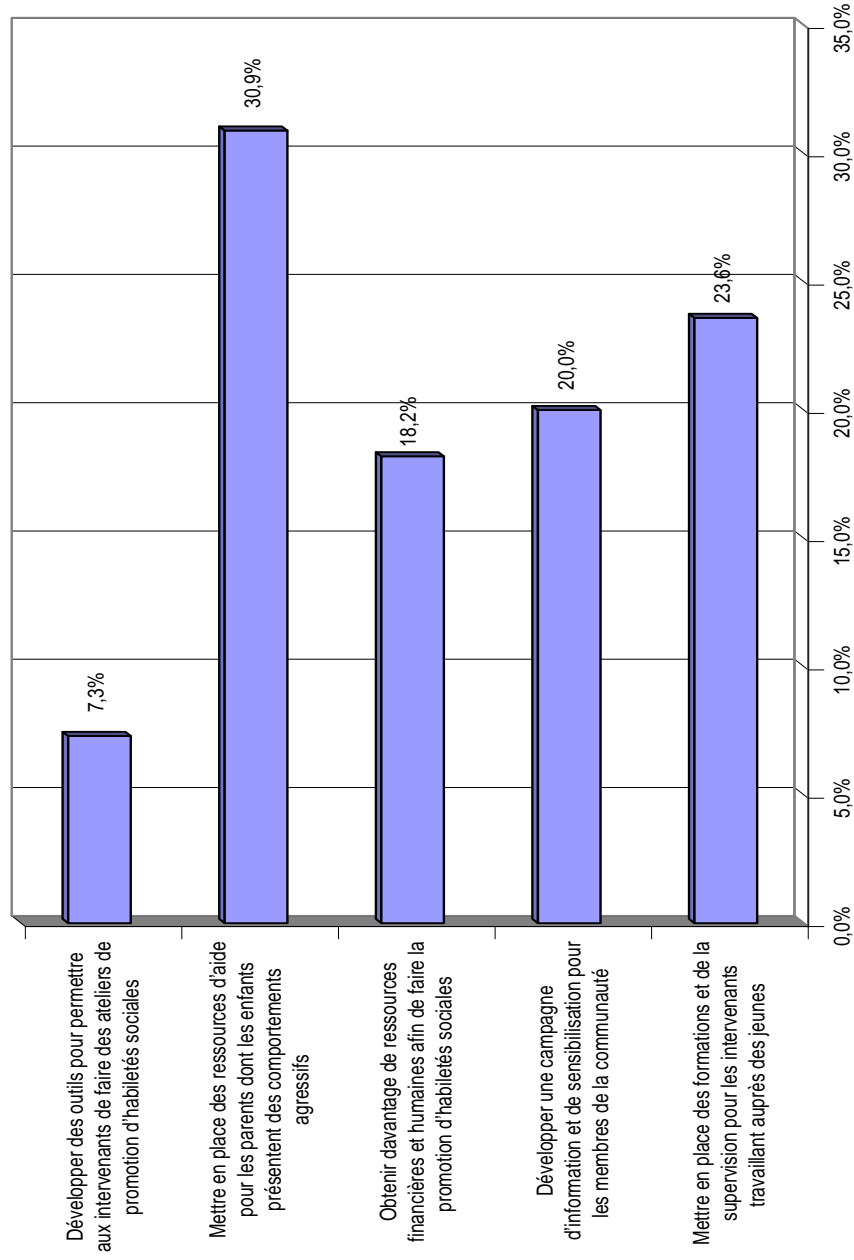
Figure 31. Importance de la criminalité et de la promotion des habiletés sociales selon les parents



Les parents ont aussi été interrogés sur le phénomène de la criminalité dans leur communauté. À cet effet, 82,7% d'entre eux estiment que la criminalité est une problématique importante. Lors du questionnement sur l'importance qu'ils accordaient à la promotion des habiletés sociales pour prévenir la criminalité chez les enfants âgés de 0 à 6 ans, 91,5% des répondants ont répondu qu'ils trouvaient la démarche importante.

Les répondants ont aussi été appelés à se prononcer sur ce qu'ils croyaient être les initiatives prioritaires pour contrer la criminalité dans leur communauté respective.

Figure 32. Initiatives prioritaires pour contrer la criminalité selon les parents

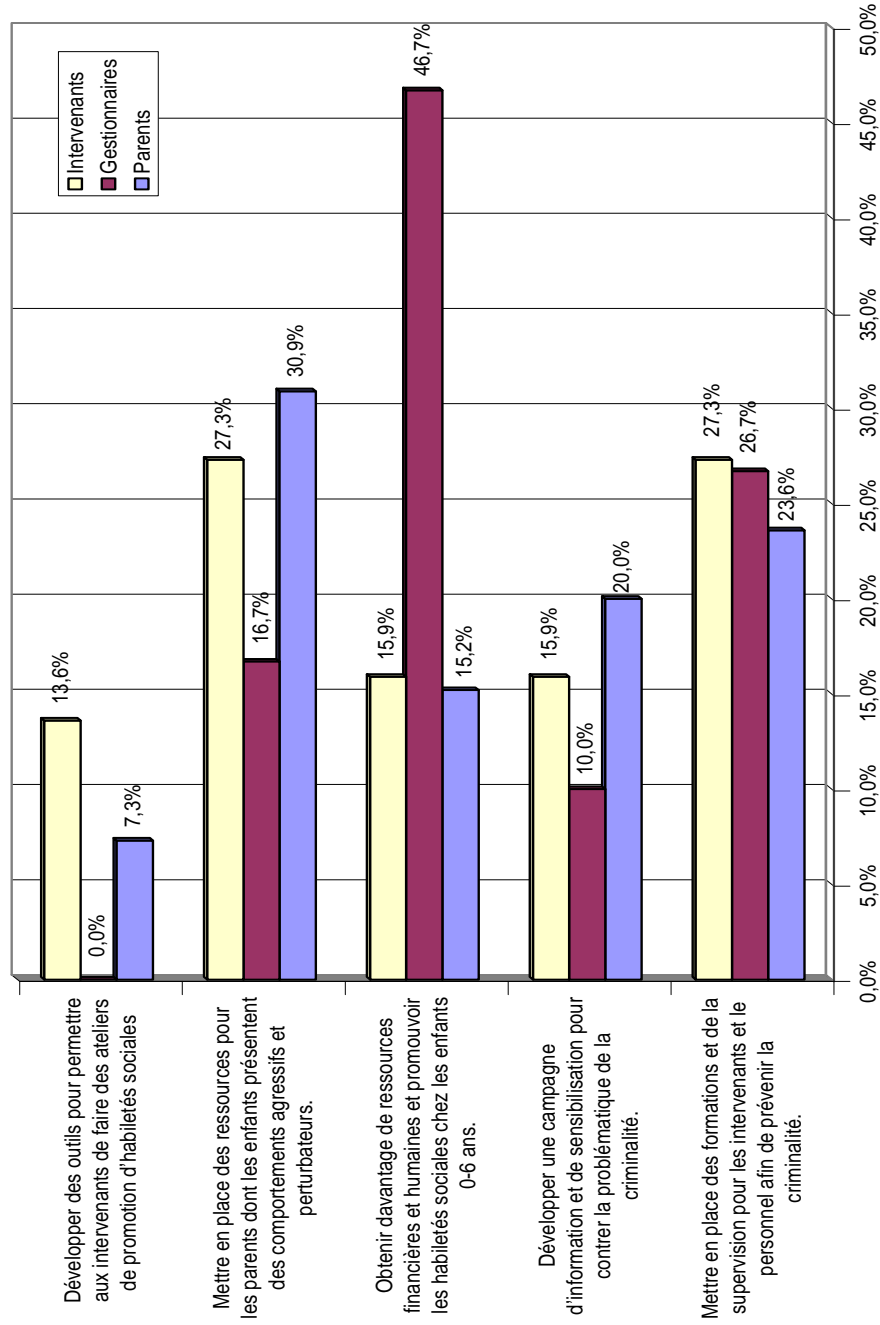


Près du tiers des répondants, soit 30,9%, ont montré un intérêt pour la mise en place de ressources d'aide pour les parents dont les enfants présentent des comportements agressifs. Dans une moindre mesure (23,6%), les parents appuient la mise en place de formations et de supervisions destinées aux intervenants travaillant auprès des jeunes.

POINTS DE COMPARAISON CONCERNANT LES INITIATIVES A METTRE DE L'AVANT

Il est bien évident que les intérêts de chacun des groupes sondés peuvent être différents, comme l'indique la figure 33.

Figure 33. Initiatives prioritaires pour contrer la criminalité dans les communautés selon les trois groupes interrogés



Cependant, il apparaît clair que la mise en place de ressources pour les enfants présentant des problèmes de comportement reçoit l'aval de la majorité des groupes sondés à l'instar de la mise sur pied de formation et de supervision pour le personnel. C'est donc dire que les participants à l'évaluation de besoins souhaitent que la présente démarche donne lieu à des actions concrètes.

CONCLUSION

Cette évaluation de besoins constitue la première partie d'un projet global visant à développer des stratégies de promotion d'habiletés sociales chez les enfants des Premières Nations. Cette première étape du projet s'est concentrée davantage sur les collectivités. Le but était de cerner les enjeux liés à la criminalité et aux besoins des parents, des intervenants et des gestionnaires en matière de promotion des habiletés sociales. Bien que l'évaluation de besoins ait permis de cerner les facteurs de risque permettant d'expliquer la présence de problèmes liés au crime (toxicomanie, violence, conditions de vie, pauvreté...), l'objectif principal était de découvrir les besoins précis de ceux et celles que nous avons interrogés.

Cette étude a permis de faire l'inventaire, non seulement des besoins, mais également des ressources et des moyens actuellement en place afin d'aider les parents et les intervenants à intervenir de façon précoce dans la vie des enfants. Elle nous a également permis de constater que les parents, les intervenants et les gestionnaires sont préoccupés par différentes problématiques sociales qui ont un lien direct avec la criminalité. Le manque de ressources humaines, de ressources financières et de moyens concrets pour promouvoir les habiletés sociales, dans une perspective de prévention de la criminalité, constituent des contraintes majeures à l'établissement d'outils spécifiques de travail.

Nous avons constaté qu'une forte proportion de répondants souhaitait la mise en place d'initiatives concrètes afin de les aider à promouvoir les habiletés sociales chez les enfants de 0-6 ans. D'autant plus que plusieurs répondants estiment que leur communauté n'est pas un milieu de vie sécuritaire.

Il ressort également que les stratégies à mettre en place devront prévoir des moyens pour favoriser l'implication des parents. En effet, le manque d'implication parentale constitue, pour plusieurs intervenants et gestionnaires, un irritant.

Nous constatons aussi que les besoins que fait ressortir la présente démarche se situent à certains égards au niveau curatif plutôt que préventif. Ce besoin semble vouloir traduire une urgence d'agir et peut être considéré comme symptomatique de la détresse et des problèmes sociaux qui affligent plusieurs communautés. Par ailleurs, il apparaît important de souligner que, malgré cette urgence d'agir, il est essentiel de mettre en place des moyens d'ordre préventifs, ce qui constitue le cœur de la stratégie globale que désire mettre sur pied la CSSSPNQL.

Néanmoins, force est de constater, à la lumière des résultats obtenus, la présence d'un consensus quant à l'utilité d'une démarche visant à développer des outils de promotion des habiletés sociales chez les enfants de 0 – 6 ans membres des Premières Nations. Ces outils, devront, comme l'indique la présente étude, tenir compte des éléments culturels et traditionnels propres aux Premières Nations.

RECOMMANDATIONS

En raison de ce qui précède, il apparaît essentiel, à travers les besoins identifiés, que des initiatives doivent être mises de l'avant. Il est bien évident que les déterminants économiques et sociaux liés à la criminalité et pour lesquels des actions devront aussi être conduites, dépassent largement les objectifs de départ du projet global de la CSSSPNQL. Rappelons que la volonté de la CSSSPNQL, dans le cadre de ce projet, est de contribuer à rendre accessible aux différents acteurs des communautés, des moyens afin de favoriser la promotion d'habiletés sociales chez les enfants de 0-6 ans des Premières Nations du Québec. Des besoins énormes au niveau des conditions de vie sont aussi identifiés. Ces besoins devront également faire l'objet d'une attention particulière de la part d'autres instances. Néanmoins, élaborer des initiatives s'adressant particulièrement aux enfants constitue une base importante pour l'avenir des générations actuelles et futures et c'est dans ce contexte que nous présentons ici les principales recommandations.

AINSI, NOUS RECOMMANDONS

À L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LA DÉMARCHE

- ✓ **Que les ressources humaines et financières soient adéquates afin que les initiatives qui s'articuleront autour de la petite enfance bénéficient d'un support réel. Ces initiatives devraient aussi pouvoir favoriser à renforcer les facteurs de protection pour les femmes.**

À LA CSSSPNQL À L'ÉGARD DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

- ✓ **Que soit initiée immédiatement la demande de financement pour la réalisation de la deuxième phase du projet qui est d'élaborer des outils concrets mis à la disposition des intervenants et des parents et destinés particulièrement au profit des enfants âgés de 0-6 ans;**
- ✓ **Que cette demande de financement soit faite auprès du Centre National de prévention du crime.**

À LA CSSSPNQL À L'ÉGARD DE L'ÉVALUATION DE BESOINS

- ✓ **Que la présente évaluation de besoins soit disponible à l'ensemble des secteurs des différentes communautés et que son contenu soit validé par les partenaires identifiés dans le cadre de la demande initiale (CSSSPNQL, APNQL, MAINC, secteurs de la petite enfance des communautés...)**
- ✓ **Que la présente évaluation de besoins serve de point de référence quant à la nature des outils concrets à élaborer afin de respecter la volonté des gens du milieu;**

À LA CSSSPNQL À L'ÉGARD DES INITIATIVES À METTRE EN PLACE

- ✓ Que les outils développés, qui pourraient prendre la forme d'une trousse, soient de nature générique mais pouvant être adaptés par chacune des communautés intéressées à les utiliser;
- ✓ Que les outils développés tiennent compte des éléments culturels et traditionnels propres aux Premières Nations;
- ✓ Que les outils développés donnent des moyens concrets aux intervenants et aux parents afin de les aider à réaliser des activités de promotion d'habiletés sociales; Ainsi, il pourrait s'agir par exemple de guide ou de manuel, où toutes les consignes et tout le support (affiches, feuillets d'information...) sont facilement accessibles à ceux et celles désireux de les utiliser;
- ✓ Que les outils développés tiennent compte des besoins identifiés dans l'évaluation de besoins à l'égard des parents et des intervenants;
- ✓ Que les outils développés fassent l'objet de validation par les partenaires identifiés dans la demande initiale;
- ✓ Que les intervenants puissent recevoir une formation sur l'utilisation des outils afin qu'à leur tour, ils puissent en faire bénéficier leur clientèle respective;
- ✓ Qu'une fois les outils élaborés, des groupes focus puissent se prononcer sur l'ensemble de la trousse et que les modifications, s'il y a lieu, puissent être apportées avant que l'ensemble du produit ne soit rendu accessible à toutes les communautés;

AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (Centre national de prévention du crime)

- ✓ Que les autorités gouvernementales supportent entièrement la démarche en octroyant les fonds nécessaires à sa réalisation et en respectant la volonté des gens du milieu et les différences culturelles qui leur sont propres.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aos, Steve, Polly Phipps, Robert Barnoski, and Roxanne Lieb. *The Comparative Costs and Benefits of Programs to Reduce Crime*. Olympia: Washington State Institute for Public Policy, 2001.
- Benson, Garry F. Élaborer des stratégies de prévention du crime dans les collectivités autochtones, no. 1991-12, Sécurité publique et Protection Civile Canada, 1991.
- Farrington, D.P. (1991). Childhood aggression and adult violence: Early precursors and later-life outcomes. In D.J. Pepler & R.K. Rubin (Eds.), *The development and treatment of childhood aggression* (pp. 5-29). Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- Huesman, L.R., Eron, L.D., Lefkowitz, M.M., & Walder, L.O. (1984). Stability of aggression over time and generations. *Development Psychology*, 20, 1120-1134.
- Huesman, L.R., Moise-Titus, J. Podolski, C.L., Eron, L.D., 2003. Longitudinal relations between children's exposure to TV violence and their aggressive behavior and violent behavior in young adulthood, 1977-1992. *Developmental Psychology*, Special Issue: Violent Children 39, 201-221.
- Nelson GB, Prilleltensky I, Peirson Leslea, eds. Promoting family wellness and preventing child maltreatment: fundamentals for thinking and action. Toronto, Ontario: University of Toronto; 2001.
- Offord, D.R., Boyle, M., & Racine, Y.A. (1991). The epidemiology of antisocial behaviour in childhood and adolescence. In D.J. Pepler & K. H. Rubin (Eds), *The development and treatment of childhood aggression* (pp. 31-52). Hillsdale, NJ:Erlbaum.
- Proulx, J et C. Perreault. *A comparative analysis of crime in the United States and Canada*. Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie. Vol. 36, No 3, 289-408
- Sécurité publique et protection civile Canada. *Des limites claires et des possibilités réelles: Solutions pour la prévention de la criminalité chez les jeunes*, décembre 1995. <http://www.prevention.gc.ca/fr/library/publications/youth/clear/index.html>
- Tremblay, R.E., Pagani-Kurtz, L., Masse, L.C., Vitaro, F., and Pihl, R.O. (1995). "A bimodel preventive intervention for disruptive kindergarten boys: Its impact through mid-adolescence." *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 63 (4), 560-568.
- Wilson, Gina. (2002). *Enhancing the Role of Aboriginal Communities in Federal Corrections* Services Correctionnel Canada.